

**CONGRES NATIONAL  
DE L'ANACR  
BRIVE-LA-GAILLARDE  
10-11-12 OCTOBRE 2014**

# LE JOURNAL DE LA RESISTANCE

**FRANCE D'ABORD**  
FONDÉ DANS LA CLANDESTINITÉ EN 1941

Rédaction-Administration, 79, rue Saint-Blaise, 75020 Paris  
N° 1276-1277-1278 - JANVIER-FEVRIER-MARS 2014

## 6 FEVRIER 1934 : L'EXTRÊME-DROITE A L'ASSAUT DE LA REPUBLIQUE



De g. à d. : En uniforme et bras tendu, les ligues d'extrême-droite, rejointes par des anciens combattants, s'affrontent place de la Concorde à la police à cheval. L'émeute du 6 février va jouer un rôle de catalyseur de l'unité des forces antifascistes.

Au début des années trente, la France subit les effets-retards de la crise économique initiée par le krach boursier de Wall Street du 24 octobre 1929 à New York, le «jeudi noir».

Cela se traduit dans notre pays par la faillite de nombreuses petites entreprises et de commerces, avec pour conséquence un développement du chômage officiel, qui passe de 273 000 personnes en 1932 à 340 000 en 1934. Les soupes populaires se multiplient, des marches de la faim sont organisées...

Parallèlement, une instabilité politique – six gouvernements de mai 1932 à février 1934, à majorité radical-socialiste – se conjugue à des scandales financiers impliquant des banquiers, des députés, des ministres : affaire Hanau, affaire Oustric et surtout l'affaire Stavisky ; l'escroc, retrouvé mort le 8 janvier 1934, était lié à plusieurs parlementaires radicaux, il avait bénéficié de dix-neuf remises de son procès, le parquet étant dirigé par le beau-frère du Président du Conseil Camille Chautemps.

Ces scandales vont nourrir à droite et à l'extrême-droite des discours antirépublicains hostiles à la «gueuse», ainsi qu'ils qualifient la République, xénophobes et antisémites. Ils vont conduire à une tentative de renverser les institutions démocratiques.

Le 9 janvier 1934, au lendemain du «suicide» (?) de Stavisky, l'«Action Française», mouvement monarchiste dirigé par Charles Maurras met 2 000 manifestants dans la rue aux cris de : «A bas les voleurs!». Le lendemain, ils sont rejoints par les «Jeunesses Patriotes», créées en 1924 par Pierre Taittinger et qui trouvent leur inspiration dans le fascisme mussolinien. D'autres manifestations auxquelles vient se joindre la «Ligue des contribuables» ont lieu les 11, 19 et 21 janvier 1934.

Suite à la démission de plusieurs ministres, Camille Chautemps est remplacé le 30 janvier par Edouard Daladier, à la tête d'un nouveau gouvernement, le Préfet de Police Jean Chiappe étant muté au Maroc.

Le 6 février, jour de la présentation du nouveau gouvernement devant la Chambre des députés, la droite et l'extrême-droite appellent à manifester Place de la Concorde face au Palais-Bourbon : l'«Action Française», les «Jeunesses Patriotes», la «Ligue des contribuables», la «Solidarité Française» fondée en 1933 par le parfumeur François Coty, mais aussi les «Croix-de-feu», mouvement autoritaire d'anciens combattants dirigé par le Colonel de la Rocque, l'Union Nationale des Combattants (UNC)...

Une partie des manifestants – Jeunesses patriotes, «Action française», notamment – ayant pour objectif la prise du Palais-Bourbon va s'affronter plusieurs heures durant avec les gendarmes à cheval et les gardiens de la paix qui leur interdisent le passage des ponts : 14 manifestants sont tués et 657 blessés, les forces de l'ordre ont 1 tué et 1664 blessés...

Le gouvernement Daladier à majorité radical-socialiste n'aura vécu qu'une semaine, remplacé le 9 février par le gouvernement Doumergue, dans lequel entrent les principaux leaders de la Droite parlementaire... et Pétain (comme ministre de la Guerre).

Les événements du 6 février vont être perçus par les partis de gauche comme une tentative de putsch fasciste et entraîner leur réaction : Le 9 février, le Parti communiste organise une contre-manifestation, sa répression fait 9 morts. Le 12 février, la CGT et la CGTU appellent à la grève générale, deux manifestations, à l'appel de la CGT et du Parti socialiste, de la CGTU et du Parti communiste, fusionnent aux cris d'«Unité d'Action». Le 3 mars se crée le «Comité de Vigilance des Intellectuels Antifascistes» (CVIA), le 27 juillet, le PCF et la SFIO signent un pacte d'unité d'action... contre le fascisme.

Le 24 octobre 1934, Maurice Thorez, leader du Parti communiste, appelle à la formation d'un «Front populaire». Il deviendra réalité en 1935 quand le Parti radical-socialiste et les deux CGT rejoindront le Pcf et la SFIO.



## L'ANACR ET LA RESISTANCE EN DEUIL

**Philippe DECHARTRE n'est plus**

Disparu le 7 avril 2014 à 95 ans, Philippe Dechartre (de son vrai nom Jean Duprat-Geneau) avait rejoint la Résistance au printemps 1943. Arrêté par la Gestapo, libéré par un commando, il avait gagné Alger et y avait été Délégué général des Prisonniers de Guerre et Déportés de la Résistance auprès du GPRF. Puis il fut Président de la Commission des Anciens combattants à l'Assemblée Consultative Provisoire.

Gaulliste de gauche, il fut, après une carrière dans les milieux de la radio et de la culture, Secrétaire d'Etat du 31 mai 1968 au 15 mai 1972. Membre du Comité d'Honneur National de l'ANACR depuis son congrès de Grenoble en 2004, il avait été élevé le 14 juillet 2006 à la dignité de Grand' Croix de la Légion d'Honneur.

### DANS NOTRE SOMMAIRE :

- P. 2 : Actuelles
- P. 3 : Editorial
- P. 4-5 : Le réseau Nemrod
- P. 6 : Tom Morel
- P. 7-13 : Le Dossier : Les Héros de l'Affiche rouge
- P. 14-16 : du CFLN au GPRF (textes)
- P. 17-18 : La Résistance roumaine
- P. 19 : Hommage aux Martyrs
- P. 20 : Transmission de la mémoire
- P. 21-22 : Nos Deuils
- P. 23 : Avis de Recherche
- P. 24 : Les livres

## QUATRE FIGURES DE LA RÉSISTANCE AU PANTHÉON



Genevieve Anthonioz-de Gaulle



Gilbert Brossolette



Germaine Tillion



Jean Zay

**Le 21 février dernier, au Mont-Valérien, lors d'une Cérémonie d'hommage à la Résistance, Monsieur le Président de la République, François Hollande, après avoir évoqué la mémoire et le sacrifice de Missak Manouchian et de ses camarades de combat, fusillés en ce lieu, a affirmé sa volonté que le temple prestigieux de la mémoire qu'est le Panthéon témoigne, en accueillant en son sein quatre Résistants auprès de Jean Moulin qui y repose depuis décembre 1964, de la reconnaissance de la Nation à l'égard de la Résistance.**

«J'ai décidé de faire entrer au Panthéon, l'année prochaine, quatre grandes figures qui évoquent l'esprit de résistance, notamment de cette période où ils se sont illustrés : Germaine TILLION, Geneviève de GAULLE-ANTHONIOZ, Pierre BROSSOLETTE, Jean ZAY.

«Deux femmes aussi, pour rappeler la contribution de toutes celles, anonymes le plus souvent, qui ont fait partie de l'armée des ombres. Ces femmes qui n'ont jamais rien eu, aucune reconnaissance. Comme le disait si bien Cécile ROL-TANGUY, que j'ai distinguée hier, ces femmes qui n'ont jamais rien eu et qui, la guerre finie, sont rentrées ou plutôt restées chez elles et ont repris leur vie sans jamais être reconnues.

«Deux femmes, Germaine TILLION, Geneviève de GAULLE-ANTHONIOZ, deux survivantes, qui ont pourtant connu le martyr de la déportation. Deux femmes qui incarnent, représentent, les deux phases de ces années noires : l'abîme, celle des camps et aussi l'horizon de la Libération.

«**Germaine TILLION**, c'est l'égalité. L'égalité entre les hommes et les femmes, l'égalité entre les cultures, l'égalité entre les peuples.

«Germaine TILLION sera résistante, elle l'a toujours été, sans attendre. Déportée à Ravensbrück, elle traverse l'enfer en s'accrochant à l'art autant qu'à son courage : elle ramènera même de son calvaire une opérette, pour bien montrer que l'on pouvait avoir aussi l'aspiration au bonheur dans ce moment où le fatal était le plus probable. Revenue à la vie et au monde, elle entretiendra la mémoire de cette expérience concentrationnaire en luttant contre les tortures, contre toutes les exactions. Elle sera l'une des premières à lutter pour l'émancipation du peuple algérien, auprès de ses hommes, de ses femmes et de ses enfants.

«Ce fut aussi une grande scientifique, une ethnologue réputée qui était partie à la rencontre des Chaouias, dans les Aurès, d'où son attachement à l'Algérie. C'est Geneviève ANTHONIOZ-DE GAULLE qui remettra à Germaine TILLION la Grand-Croix de la Légion d'Honneur. C'était le 23 décembre 1999.

«**Geneviève ANTHONIOZ-DE GAULLE**, c'est la fraternité. La fraternité dans la Résistance, fraternité dans la déportation, la fraternité pour la condition humaine. Elle consacra, au lendemain de la guerre, toute sa vie pour aller vers les plus pauvres, les oubliés, les exclus, les relégués. Elle avait su répondre à l'appel du Général DE GAULLE. Elle l'avait sans doute entendu au plus près, c'était son oncle.

«A Ravensbrück, porter le nom de DE GAULLE lui avait valu encore davantage d'épreuves, notamment l'isolement. Ce fut ce qu'elle avait appelé elle-même la « Traversée de la Nuit ». Je le disais, plusieurs années plus tard, elle visite un camp, un autre camp, rien à voir. Celui-là, c'est un bidonville. Quand elle voit les visages de ces hommes, de ces femmes, de ces enfants, elle répond à un autre appel, celui du Père WRESINSKY, pour mener un autre combat, une autre guerre - celle-là plus pacifique - pour apaiser les détresses, les misères et la pauvreté.

«Pour cette cause, elle s'est dévouée. Elle a lancé, à son tour, des appels. En 1997, aux représentants de la Nation pour qu'une loi puisse être votée contre l'exclusion. Cet appel fut entendu et le Gouvernement de Lionel JOS-

PIN fit adopter un an plus tard cette loi qui fait, elle aussi, honneur à la République.

«**Pierre BROSSOLETTE**, lui, c'est la liberté. Liberté d'expression : journaliste, il était journaliste jusqu'au bout il sera. Liberté de la pensée : Pierre BROSSOLETTE est un intellectuel qui écrit, qui réfléchit, qui imagine le monde de demain. Liberté de l'action : Pierre BROSSOLETTE est un résistant mais, avant, est un soldat. Lui qui avait tellement souhaité la réconciliation avant-guerre entre la France et l'Allemagne rejoint dès 1939 l'armée. Il est ensuite, hélas pour lui, libéré de ses entraves militaires. Il revient à ses travaux, il est membre de ce groupe du Musée de l'Homme, il participe à la formation des groupes de résistance Libération Nord, se rend à Londres en 1942, retrouve le Général DE GAULLE, est un porte-voix sur la BBC de ceux qu'il appelait les « soutiers de la Gloire ». Il est parachuté en France à trois reprises, il est arrêté au début de l'année 1944, il est torturé et il préfère se donner la mort plutôt que de risquer de parler. Liberté de choisir jusqu'au bout, y compris sa propre fin.

«**Jean ZAY**, c'est la République. L'école de la République. Celle pour laquelle, comme ministre de l'Éducation du Front Populaire, il en dessine déjà la réforme, sans doute pour que d'autres s'en inspirent. Il veut qu'elle soit, cette République et cette école, à la hauteur des valeurs d'égalité qu'elle proclame.

«La laïcité de la République pour laquelle il lutte, non pas pour opposer mais pour réconcilier.

«La culture, c'est aussi pour lui la République. Pas pour en faire une propagande mais pour en donner l'image la plus belle qu'il soit, celle de la liberté, pour que le beau soit à la portée du plus grand nombre.

«Jean ZAY réfléchit pendant toute cette période de la captivité. Il n'avait que cela à faire. Subir et néanmoins imaginer, inventer la République nouvelle.

Il en fit le récit dans « Souvenirs et solitude ». Néanmoins, il ne la vit jamais cette République à laquelle il avait rêvé.

«Il fut exécuté par la Milice en juin 1944. Sorti de sa prison, conduit à un lieu-dit, le Puits du Diable, il savait ce qui pouvait l'attendre. Il eut le temps de crier lui aussi au moment d'expirer : «Vive la France !».

«C'est ce cri prononcé par tant d'autres, ici même, au Mont-Valérien, que nous devons une nouvelle fois entendre.

«La France, pour eux, était le bien le plus précieux.

«La France, ce n'était pas simplement leur pays et pas toujours.

«La France, c'était une idée, c'était des valeurs, des principes au nom desquels ils étaient fiers de mourir. Voilà pourquoi, nous devons savoir, avec conscience, que pour nous ces valeurs nous permettent de vivre».

«L'amour de la patrie et de la liberté s'inscrivent - ce sont les mots de Robert BADINTER - dans l'amour de l'humanité toute entière. J'aime la France parce que j'aime l'humanité. Je suis Français donc je suis au service de l'humanité. Je porte des valeurs qui sont celles de l'humanité et qui font que la France a une place et un rôle particuliers dans le monde.

«C'est le sens de cette évocation de la Résistance à travers les quatre grandes figures de la République dont je viens ici de rappeler trop brièvement l'histoire. Cette entrée au Panthéon aura lieu le 27 mai 2015, c'est-à-dire lors de la journée nationale de la Résistance.»

# 2014 : UNE ANNEE MEMORIELLE MAJEURE

## DANS NOTRE AGENDA

**LE 23 AOÛT 2014  
DE L'ANACR**

**RAVIVERA LA FLAMME SUR  
LA TOMBE DU SOLDAT  
INCONNU**

Comme chaque année le **23 août à 18 h 30**, l'ANACR ravive la flamme sur la tombe du Soldat inconnu, sous l'Arc-de-triomphe Place de l'Etoile-Charles-de-Gaulle, en mémoire des Résistants tombés pour la libération de la France et la liberté de son peuple, pour abattre le fascisme et le nazisme.

*On se réunira à partir de 17h30* avec les drapeaux en haut des Champs-Élysées, à l'entrée du souterrain du musoir.

La numérotation du n° précédent du 4<sup>e</sup> trimestre 2013 (octobre-novembre-décembre) a été par erreur libellée 1273 à 1274, il fallait lire 1273 à 1275.

Initié en 2013 par le 70<sup>e</sup> anniversaire de la création du CNR le 27 mai 1943, le cycle des 70<sup>e</sup> anniversaires d'événements majeurs de l'histoire de notre pays, de l'Europe et du monde a une importance particulière parmi les commémorations décennales, car c'est le dernier auquel, en nombre encore conséquent, celles et ceux qui en furent les acteurs pourront participer, apportant leurs précieux témoignages : Résistantes et Résistants ayant pris part partout à travers la France à l'insurrection libératrice du printemps et de l'été 1944, Français libres et combattants de l'Armée d'Afrique ayant débarqué sur les côtes de France aux côtés des Alliés américains, britanniques, canadiens...

Le 15 mars 1944 est pour notre pays le premier de ces anniversaires d'une date ayant marqué durablement notre pays car c'est ce jour-là qu'après plusieurs mois d'élaboration les mouvements, partis et syndicats rassemblés au sein du Conseil National de la Résistance publient un Programme, certes d'abord destiné à mobiliser les énergies pour la Libération du territoire mais proposant aussi des mesures pour l'après-Libération, réponse aux nécessités de la rénovation de la France, dont nombre – en premier lieu par les valeurs de solidarité les ayant inspirées – auront une portée dépassant l'immédiat après-guerre, formant encore le socle de notre protection sociale. Faire connaître le **Programme du CNR** et en expliciter les valeurs contribuent à approfondir la réflexion citoyenne.

L'année 2014 est celle du 70<sup>e</sup> anniversaire des débarquements libérateurs, en Normandie à partir du 6 juin 1944 et en Provence à partir du 15 août suivant. Il faudra veiller tout au long de l'année – et tout en rendant évidemment hommage au rôle décisif des armées alliées, dont la 2<sup>e</sup> DB de Leclerc et l'Armée B puis 1<sup>re</sup> Armée française de de Lattre – à ce que soit soulignée la contribution de la Résistance au succès des débarquements, à la libération de régions entières de l'occupant allemand et de l'administration pétainiste, de même que la place prise au sein de l'armée française reconstituée par les F.F.I s'engageant en masse pour poursuivre le combat jusqu'à la victoire finale, par les Espagnols de la *Nueve*, la 9<sup>e</sup> compagnie de la 2<sup>e</sup> DB qui entra la première dans Paris insurgé, par les tabors Marocains, les tirailleurs algériens, tunisiens et sénégalais qui débarquèrent en Provence après s'être pour certains illustrés en Italie et en Corse.

L'Année 2014 sera aussi celle de la première célébration officielle de la **Journée Nationale de la Résistance** puisque la loi l'instaurant, votée après le Sénat par l'Assemblée Nationale, fut promulguée le 19 juillet 2013 par Monsieur le Président de la République. L'ANACR, qui fut il y a 25 ans à l'initiative de sa demande d'instauration, aura joué un rôle majeur pour en populariser l'idée et dans sa concrétisation, en rassemblant largement pour l'appuyer collectivités locales, départementales et régionales, élus locaux, départementaux, régionaux et nationaux de toutes opinions démocratiques.

La Loi instaurant cette **Journée Nationale de la Résistance** a mis à bon escient l'accent sur la transmission de la mémoire aux jeunes générations par une action spécifique dans le milieu scolaire chaque 27 mai. C'est, avec la nécessité de préserver le rôle des associations et la place de la population dans l'organisation et le déroulement des manifestations, afin de garder ce que furent la nature et l'esprit de la Résistance inséparables de sa dimension populaire, ce à quoi il faudra, au-delà de ce 70<sup>e</sup> anniversaire, être attentif dès le 71<sup>e</sup>...

Et puis, cette année 1974 va être celle du congrès national de l'ANACR qui se tiendra à Brive-la-Gaillarde en octobre prochain. De par les origines et la nature spécifique de notre Association, la mémoire et sa transmission authentique en sont l'essence même ; et sont au cœur de son action, non pas comme simple célébration d'un passé fut-il glorieux mais comme acte militant de lutte contre les résurgences et l'expansion des idéologies criminelles de la xénophobie, du racisme et du fascisme que favorise l'oubli ou la méconnaissance du passé. C'est dire que cela sera au cœur des travaux du congrès.

**Louis CORTOT**  
Compagnon de la Libération

# LE MARTYRE DU RESEAU NEMROD

*Avec les mouvements, les maquis et groupes de combat urbains, les partisans et syndicats clandestins, les réseaux – de collecte de renseignements, d'évasion, d'action... – sont une des grandes catégories de structures de la Résistance.*

*Certains sont nés de manière autonome sur le sol national, d'autres ont été mis en place par les mouve-*

*ments de Résistance, par les services de renseignement des pays alliés (Grande-Bretagne, Etats-Unis, Union Soviétique) et par ceux de gouvernements en exil à Londres (polonais, belges...); et bien sûr par ceux de la France libre. Parmi ces derniers, l'un des premiers est le réseau Nemrod, dont l'action aura été limitée dans l'espace et le temps, et dont le sort aura été tragique.*



### HONORE D'ESTIENNE D'ORVES

Le comte Honoré d'Estienne d'Orves, cousin de l'écrivaine Louise de Vilmorin, est né le 5 juin 1901 à Verrières-le-Buisson dans une famille royaliste légitimiste et de tradition catholique. Son père, directeur de société, décédera en 1926.

Après des études à Saint-Louis de Gonzague et au lycée Louis-le-Grand, il entre en 1921 à l'École Polytechnique puis en octobre 1923 il intègre l'École navale et fera son instruction maritime comme enseigne de seconde classe sur la «*Jeanne d'Arc*». Il sera ensuite affecté sur divers bâtiments de la Royale, dont le cuirassé «*Provence*». Lieutenant de vaisseau en 1930, chevalier de la Légion d'honneur en 1935, il est élève de l'École de Guerre navale en 1936-1937.

Lorsqu'éclate la Seconde Guerre mondiale, en 1939, il sert à bord du contre-torpilleur «*Jaguar*», remplissant la fonction de sous-chef d'état-major de la 2<sup>e</sup> flottille de torpilleurs en Méditerranée. En décembre 1939, il est transféré comme officier d'ordonnance sur le croiseur «*Duquesne*», de la Force X de l'amiral Godefroy, qui se trouve à Alexandrie (Egypte) quand intervient l'armistice de 1940.

Refusant l'armistice et l'allégeance au régime de l'Etat Français que Pétain installe le 10 juillet 1940 à Vichy, il décide – avec sept officiers et une cinquantaine de marins – de rallier la France Libre et de Gaulle. Au terme d'un long périple, de l'Egypte par Aden et en contournant l'Afrique, il arrive à Londres le 27 septembre 1940.



### JAN DOORNIK

Bien que né à Paris le 26 juin 1905 et ayant commencé ses études en France avant de les poursuivre en Suisse, Jan Doornik a la nationalité hollandaise quand l'offensive de la Wehrmacht à l'Ouest le 10 mai 1940 le surprend en Belgique où, en tant que commerçant, il est pour affaires.

Ne pouvant du fait de l'avancée allemande rejoindre les Pays-Bas, il gagne Paris vers le 20 mai et l'ambassade néerlandaise où l'attaché militaire lui conseille d'attendre une convocation.

Ce qu'il ne fait pas : gagnant Bordeaux, non occupée à cette date, il s'y embarque pour Cardiff où il rejoint une unité hollandaise, s'engageant dans une formation de choc.

Participant à des reconnaissances sur les côtes françaises, alors que lors d'une tous les officiers sont tués, il prend le commandement du détachement qu'il ramène à bon port.

Jan Doornik, entré en relation avec les Forces Françaises Libres, va solliciter de la Reine Wilhelmine des Pays-Bas l'autorisation de les rejoindre ; l'ayant reçue, il intègre les FFL avec le grade de lieutenant.

Volontaire pour des missions en France occupée, il est chargé par le 2<sup>e</sup> Bureau de la France Libre, de faire le relevé des installations de la Kriegsmarine sur la côte française. A cette fin, il débarque clandestinement en septembre 1940 à Plogoff, puis se rendant à Paris il y retrouve son frère Yves et y recrute des concours, tel Jean Auzias de Turenne. Le réseau Nemrod prend ainsi consistance.



### MAURICE BARLIER

Né le 9 septembre 1905 à Saint-Dié, élève de l'école paroissiale Saint-Michel à Paris, père de quatre enfants, Maurice Barlier était avant-guerre agent commercial de la maison Amieux-frères, entreprise de conserves de sardines et de légumes. Selon les sources, il aurait été sympathisant ou membre du Parti Social français (PSF) de de la Roque. Mobilisé comme sous-officier à la déclaration de guerre, il est démobilisé peu après comme père de famille nombreuse. Après l'offensive allemande du 10 mai 1940, il s'engage dans une unité combattante. Fait prisonnier le 17 juin, il s'évade trois jours plus tard et reçoit l'hospitalité d'André Clément, chef d'exportation d'Amieux, dans sa maison de Nantes, «*Ty Brao*», et trouve auprès de Setout (directeur d'Amieux) des facilités pour passer en Angleterre.

Nommé lieutenant des Forces Françaises Libres (FFL) et affecté au 2<sup>e</sup> Bureau, il est débarqué en France dès le 6 septembre à la Pointe du Raz et rejoint Nantes pour y recruter, avec le concours de Jean Le Gigan, chef du service commercial des Ateliers de constructions navales Dubigeon, et d'André Clément, des agents sûrs et collecter des renseignements avant de regagner l'Angleterre fin septembre.

Il va retourner en France en décembre, se rendant à Paris où il rencontre Jan Doornik, qu'il accompagne à Vichy avant de retourner en Bretagne y attendre d'Estienne d'Orves.

Quatre jours après son arrivée à Londres, Honoré d'Estienne d'Orves est promu capitaine de corvette et est nommé le 1<sup>er</sup> octobre 1940 à la tête du 2<sup>e</sup> bureau<sup>1</sup> (service de renseignement) des Forces Navales Françaises Libres<sup>2</sup>.

Dès leur formation, les services secrets de la France libre vont chercher à recueillir des renseignements militaires et politiques en France occupée ou placée sous l'autorité du régime pétainiste, à nouer des relations avec les opposants à l'armistice de juin 1940 et à ses conséquences.

Ainsi, dès le 17 juillet, Jacques Mansion est le premier agent de la France Libre envoyé en France pour une mission lors de laquelle il recueille des renseignements sur le dispositif militaire allemand en Bretagne ; à son issue, il regagne l'Angleterre le 5 septembre à bord d'un bateau de pêche breton.

Il ne sera pas le seul : le 4 août, Maurice Duclos («Saint-Jacques»), qui avait gagné le 21 juin précédent l'Angleterre via Jersey, est débarqué par une vedette sur la plage de Saint-Aubin-sur-Mer dans le Calvados avec pour mission d'évaluer le potentiel militaire allemand préparatoire à un débarquement en Angleterre, le 14 août, Gilbert Renault, qui avait gagné la Grande-Bretagne le 22 juin, retourne en France via l'Espagne avec pour mission la surveillance de la côte atlantique depuis la frontière espagnole jusqu'à la Bretagne.<sup>3</sup>

Jacques Mansion sera volontaire pour une seconde mission : dans les tous premiers jours de décembre 1940, il est débarqué clandestinement à Brézellec dans la baie de Douarnenez par le bateau de pêche *Marie-Louise*, en compagnie de Maurice Barlier.

Ce dernier est – comme Mansion – déjà un «abonné de la ligne» : outre sa traversée initiale d'arrivée en Grande-Bretagne, il a déjà effectué – de début septembre à début novembre une première mission en territoire occupé : à Nantes, il a pris contact avec André Clément qui l'a mis en relations avec Jean Le Gigan, chef de service commercial aux ateliers de constructions navales Dubigeon ; les premiers jalons d'un réseau sont en place.

Mansion partant de son côté, Maurice Barlier, sitôt débarqué à Brézellec, se rend

à Nantes où André Clément lui confirme le recrutement de plusieurs agents qui ont collecté des renseignements. Puis, le 9 décembre, il se rend à Paris pour y rencontrer Jan Doornik qui, débarqué lui aussi en France depuis l'Angleterre début septembre 1940, a commencé le recrutement d'agents. Après un détour par Vichy, Maurice Barlier regagne le 12 décembre Nantes, et va y être dans l'attente de la venue d'Honoré d'Estienne d'Orves.

Celui-ci – Passy ayant été nommé temporairement chef d'état-major – a assuré la direction du 2<sup>e</sup> Bureau de la France Libre, ce qui lui a fait découvrir l'existence du réseau embryonnaire mis en place par Maurice Barlier et qui a été nommé «Nemrod». Brûlant de participer directement à l'action, d'Estienne d'Orves obtient de pouvoir partir en France pour le développer, notamment en le dotant de moyens radio.

### D'ESTIENNE D'ORVES ARRIVE EN FRANCE...

Arrivé à bord de la *Marie-Louise* en compagnie d'un opérateur radio, «Georges Marty», il est débarqué le 22 décembre à la pointe du Raz. Accueilli par les époux Normand dont la maison sert d'étape, il retrouve Maurice Barlier logé non loin de là.

Le 24 décembre, d'Estienne d'Orves, accompagné de Maurice Barlier et «Marty», se rendra à Nantes pour y rencontrer les membres locaux du réseau Nemrod : André Clément et son épouse, Jean Le Gigan, Léon Sétout... ; le même jour, «Marty» établira une première liaison radio. Entre le 24 décembre et le 21 janvier 1941, à raison de 4 ou 5 vacations par semaine, une soixantaine de courriers d'informations militaires et économiques seront transmis à Londres.

Laissant «Marty» à Nantes, d'Estienne d'Orves – qui a pris les pseudonymes de «Girard», «Châteauvieux» – se rend alors à Paris pour y rencontrer Jan Doornik et les agents qu'il a rassemblés : son frère Yves, Jean de Turenne, Max André<sup>4</sup>, Emilien Amaury<sup>5</sup>, Jean Letourneau<sup>6</sup>, Max Heilbronn...<sup>7</sup> De son côté, Maurice Barlier prospecte les régions de Bordeaux et Vichy, tandis que Jean le Gigan fait de même dans celle de Nantes.

Les Nantais étant insatisfaits du radio «Marty», auquel ils reprochent une fréquentation trop assidue des bars et de la gent féminine, d'Estienne d'Orves le rappelle à l'ordre avant de décider son retour en Angleterre.



«Marty», de son vrai nom Alfred Gaesler<sup>8</sup>, va alors se rendre le 19 juin 1941 à l'antenne nantaise de l'Abwehr (contre-espionnage allemand) : «J'appartiens – dit-il – à un réseau de renseignement britannique, dont je suis le radio. En tant qu'Alsacien et germanophile, j'estime de mon devoir de dénoncer cette organisation d'espionnage», livrant les noms et adresses des membres du réseau, les codes employés... Il va de plus se mettre au service de l'Abwehr pour intoxiquer les bureaux de Londres ignorants de sa trahison qui, sur la suggestion d'un de ses messages radio, enverront en Bretagne un second radio, Jean-Jacques Lepince ; lequel, ainsi attendu, sera arrêté à son arrivée le 15 février avec le patron de la *Marie-Louise* l'ayant amené.

Dans la nuit du 21 au 22 janvier 1941, nombre des membres du réseau Nemrod – en particulier en Bretagne – sont capturés par les services de police allemands : c'est le cas à Nantes d'Honoré d'Estienne d'Orves arrêté avec Jean le Gigan et sa mère, les époux Clément, Mme Clément mère ; le 23 janvier, c'est le tour des époux Sétout, le 3 février celui de Jan Doornik.

Tous sont emmenés le 24 janvier à Berlin pour y être interrogés, avant d'être ramenés à Paris à la prison du Cherche-midi. Le procès des membres du réseau Nemrod s'ouvrira à Paris le 13 mai 1941 et durera deux semaines. A son issue, d'Estienne d'Orves, Jan Doornik, Maurice Barlier, Jean le Gigan, André Clément et son épouse, Jean-Jacques Le Prince, Jean-François Follic (patron de la «*Marie-Louise*») et Pierre Cornec sont condamnés à mort ; les autres inculpés reçoivent des peines de travaux forcés de six mois à la perpétuité, il y a deux acquittements, quatre non-lieu.

Le Président du Tribunal allemand, ayant rendu hommage au patriotisme et à la fermeté d'esprit des inculpés, une démarche sera effectuée auprès de Berlin pour obtenir la grâce des accusés. Elle sera accordée pour six d'entre eux, mais non pour Honoré d'Estienne d'Orves, Maurice Barlier et Jan Doornik, qui seront fusillés au Mont-Valérien le 29 août 1941 à l'Aube.

Le 30 octobre 1944, le général de Gaulle fait Honoré d'Estienne d'Orves Compagnon de la Libération, le 7 mars 1945 il décernera la même distinction à Jan Doornik.

<sup>1</sup> Mis en place en 1871, le 2<sup>e</sup> des 4 bureaux de l'Etat-major des Armées françaises, va durant toute la III<sup>e</sup> République jusqu'en 1940 être chargé des missions de renseignement. Dès leur constitution, la France libre et ses forces armées vont se doter d'un 2<sup>e</sup> bureau, dont la direction va être confiée à André Dewavrin (Passy).

<sup>2</sup> Forces Navales Françaises Libres (FNFL) : Créées le 1<sup>er</sup> juillet 1940, avec à leur tête le vice-amiral Muselier. Ses premiers bâtiments, rattachés à la France Libre ou saisis par les Britanniques dans leurs ports et transférés aux FNFL, sont le cuirassé Courbet (utilisé comme base et batterie anti-aérienne), les avisos Savorgnan-de-Brazza, Commandant-Duboc et Commandant-Dominé, le patrouilleur Poulmic, les sous-marins Rubis et Narval ; il faut leur joindre des navires marchands, une centaine de chalutiers, caboteurs, navires de charge... – dont le dundee «Ar Zénith» de l'île de Sein – ayant quitté en juin les côtes de France pour rejoindre celles d'Angleterre.

<sup>3</sup> Gagnant ensuite Paris, Maurice Duclos y mettra sur pied le réseau de renseignement «Saint-Jacques» qui entrera en contact avec la «Confirière Notre-Dame» (CND), le réseau que formera en septembre 1940 Gilbert Renault (colonel Rémy).

<sup>4</sup> Max André, deviendra membre du comité directeur du Front national de 1942 à 1944, membre du Comité Parisien de la Libération de 1943 à 1946. Il sera Conseiller de la République en 1946-1947.

<sup>5</sup> Futur directeur du Parisien libéré de 1944 à 1977.

<sup>6</sup> Proche de Georges Bidault durant la clandestinité, il occupera entre janvier 1946 et juin 1953 une douzaine de postes ministériels.

<sup>7</sup> Gendre de Théophile Bader, fondateur des Galeries Lafayette, entreprise «aryanisée». Arrêté à Lyon le 12 juin 1943, Max Heilbronn sera déporté à Buchenwald, au Struthof, à Erzingen, Allach... Il reviendra de déportation.

<sup>8</sup> Il sera exfiltré par les services nazis vers l'Autriche, où l'on perd sa trace en 1945.

## IL Y A 70 ANS, TOM MOREL TOMBAIT AUX GLIERES

Dans la nuit du 9 au 10 mars 1944, alors qu'il dirige une opération du maquis contre l'état-major du Groupe Mobile de Réserve *Aquitaine* basé à l'Hôtel de France, à Entremont au pied du Massif des Glières, le lieutenant Théodose Morel, «Tom» pour ses hommes, est traîtreusement tué à bout portant par le commandant Lefebvre, chef de l'unité de GMR qui vient d'être désarmée.

«Tom Morel», dont le corps sera remonté sur le plateau des Glières et inhumé le 13 mars, entre dans l'Histoire. Il sera à titre posthume par décret du 20 novembre 1944 fait par le général de Gaulle Compagnon de la Libération.

Né le 1<sup>er</sup> août 1915 à Lyon dans une famille catholique et patriote d'industriels de la soierie, et liée par sa mère à une famille d'officiers savoyards, Théodose Morel a eu pour parrain l'aviateur Georges Raymond, qui commandera l'escadrille des *Cigognes* après la mort de Guynemer.

Adeptes du scoutisme au sein duquel il rencontre Henri Grouès, le futur Abbé Pierre, il va faire des études primaires et secondaires chez les pères Jésuites.

À leur issue, il prépare de 1933 à 1935 à l'École Sainte-Geneviève de Versailles et avec succès le concours d'entrée à l'École spéciale militaire de Saint-Cyr qu'il intégrera dans la promotion Lyautey, et dont il sortira deux plus tard comme sous-lieutenant, rejoignant le 1<sup>er</sup> octobre 1937 le 27<sup>e</sup> bataillon de chasseurs alpins à Annecy. L'année suivante il épouse Marie-Germaine Lamy.

Formé comme éclaireur-skieur, il devient le second du lieutenant Godard, qui commande la Section d'Eclaireurs-Skieurs (S.E.S.) d'Abondance et auquel il va succéder en 1938. En mai 1939, sa section, qu'il entraîne continuellement, est affectée au-dessus de Val-d'Isère, sur la frontière italienne.

Lieutenant depuis le 21 septembre 1939, et la Guerre ayant été déclarée à l'Allemagne au début du mois suite à l'attaque par le Reich de la Pologne, le 27<sup>e</sup> BCA est envoyé dans les Vosges face à l'Allemagne, Tom Morel et sa section d'éclaireurs-skieurs restant en couverture de la frontière italienne dans le secteur de Tignes-Val-d'Isère.

L'Italie se joignant à l'Allemagne nazie en déclarant la guerre à la France le 10 juin 1940, s'ouvre sur la frontière italienne un nouveau front. Lors d'engagements avec les *Alpini* italiens, Théodose Morel et sa S.E.S. vont faire quatre prisonniers transalpins. Blessé au bras droit le 18 juin lors d'une reconnaissance et ayant poursuivi le combat,

il se voit décerner la Croix de Guerre avec citation.

Déplacé avec sa section les 21 et 22 juin 1940 à Bourg-Saint-Maurice près du col du Petit-Saint-Bernard, il contribue à stopper les attaques italiennes, ce qui lui vaudra une seconde citation et la Légion d'honneur.

Le 27<sup>e</sup> B.C.A., regroupé à Annecy et placé sous le commandement de Jean Valette d'Osia avec pour adjoint le capitaine Maurice Anjot, fera partie de l'Armée d'Armistice.<sup>1</sup>

Chargé du Parc auto, Théodose Morel va être sollicité activement de participer aux opérations de camouflage du matériel (CDM) destinées à soustraire des équipements à la sagacité des commissions allemande et italienne d'armistice.

En août 1941, il est nommé instructeur à l'école militaire spéciale de Saint-Cyr, repliée en zone sud, à Aix-en-Provence. Il restera à ce poste jusqu'à l'invasion de la zone par la Wehrmacht le 11 novembre 1942 suite au départ anglo-américain en Afrique du Nord, et à la dissolution de l'Armée d'armistice le 26 novembre 1942.

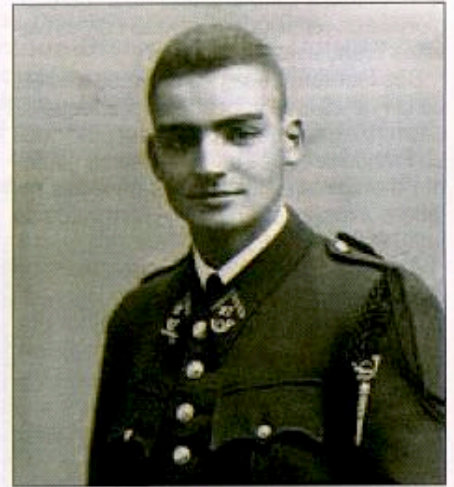
### L'ENTRÉE DANS LA RÉSISTANCE

Démobilisé, de retour en Haute-Savoie à Annecy début 1943, il va – sous couvert d'une entreprise de tissage et ayant repris contact avec son ancien chef Valette d'Osia et le capitaine Anjot, – entrer en Résistance sous le pseudonyme de «Tom», contribuant à mettre sur pied l'Armée Secrète (A.S.) en Haute-Savoie.

L'Italie ayant capitulé, les Allemands vont le 8 septembre 1943 remplacer les Italiens comme occupants de la Haute-Savoie. Valette d'Osia ayant été arrêté peu après, l'A.S. de Haute-Savoie passe sous l'autorité d'Henri Romans-Petit, chef de l'A.S. de l'Ain.

Fin janvier 1944, Romans-Petit, qui recentre son action sur l'Ain, va transmettre à Tom Morel le commandement opérationnel avec pour mission de mettre en œuvre le plan de réception des parachutages – d'armes notamment dont les Résistants manquent cruellement – dont d'un commun accord ils ont fixé le lieu sur le Plateau des Glières, à 1 500 m d'altitude.

Nommé fin janvier 1944 chef des maquis de Haute-Savoie, qui se sont étouffés par l'arrivée de jeunes fuyant le S.T.O., Tom Morel va donner l'ordre à 120 maquisards de monter sur le plateau pour y réceptionner les para-



chutages et tenir le temps nécessaire avant de pouvoir redescendre les armes et les répartir.

Le premier – limité à 54 containers d'armes légères – aura lieu le 14 février, le second, dont la date est liée aux conditions de pleine lune, étant prévu pour le 10 mars suivant.

Dans le même temps, sur l'injonction des Allemands les mettant en demeure de «nettoyer les nids de terroristes», les autorités pétainistes décident d'installer des cours martiales en Haute-Savoie et d'y envoyer 3 000 hommes des forces de répression (Garde mobile, unités de la Milice, GMR...) qui, début février, ceinturent le plateau et avec lesquelles durant six semaines se multiplient les accrochages.

Face à la menace, Tom Morel va renforcer les défenses du Plateau : début mars, le Bataillon des Glières, qui a adopté la devise «VIVRE LIBRE OU MOURIR», compte 320 hommes, dont 56 Républicains espagnols et deux groupes FTP.

Le 5 mars, le Plateau recevra un petit parachutage non prévu, subira le 8 mars deux attaques de la Milice.

Et, dans la nuit du 9 au 10 mars alors qu'avec une centaine d'hommes, Tom Morel tente de neutraliser les GMR, il est assassiné.

Inhumé le 13 mars, le corps de Tom Morel sera descendu le 2 mai 1944 dans la vallée. Il repose aujourd'hui dans la Nécropole des Glières au cimetière Militaire de Morette.



L'enterrement de Tom Morel sur le plateau des Glières (D.R. cg74)

<sup>1</sup> L'armistice a été signé le 24 juin 1940 avec l'Italie à la villa Incisa, à Olgiata près de Rome, deux jours après celui signé à Rethondes avec l'Allemagne le 22 juin précédent.

# IL Y A 70 ANS : LES HEROS DE L'AFFICHE ROUGE

Il y a 70 ans, le 21 février 1944, au Mont-Valérien près de Paris, à cinq reprises en milieu d'après-midi, un peloton d'exécution des forces d'occupation nazies faisait feu, mettant à mort 22 combattants de la Résistance condamnés lors d'un «procès» tenu devant le Tribunal militaire allemand du Grand Paris.

Ce «procès» avait été accompagné de la publication d'une affiche, rouge, largement diffusée, sur lesquels les portraits de dix d'entre eux, tous étrangers et dont

pour sept la nationalité était précédée de la mention «Juif», étaient censés illustrer la menace «judéo-bolchevique» contre la «vraie France».

Mais, la manœuvre échoua. Et l'Histoire a gardé des vingt-deux martyrs du 21 février 1944, et de la seule femme du groupe, transférée en Allemagne et décapitée le 10 mai suivant à Stuttgart, l'image de vingt-trois héros, dont la mémoire est depuis 70 ans fidèlement honorée chaque année.



«L'Affiche rouge».

Tous les combattants rassemblés pour le «Procès de l'« Affiche rouge» avaient été déferés devant le Tribunal militaire allemand du « Gross Paris» siégeant 11-11bis rue Boissy-d'Anglas, après avoir été arrêtés pour la plupart d'entre eux durant l'automne 1943, ils étaient membres des FTP-M.O.I., c'est-à-dire de la branche « Main-d'œuvre Immigrée» des « Francs-Tireurs et Partisans Français» (FTPFP).

A l'issue des audiences tenues à partir du 15 février les sous les lambris des salons de l'Hôtel Continental (3 rue de Castiglione, Paris 1<sup>er</sup>), et qui s'achevèrent le 18 février, 23 des 24 accusés seront condamnés à mort.

Les Francs-Tireurs et Partisans Français avaient été formés au printemps 1942 par l'unification de plusieurs structures engagées depuis l'été 1941 dans l'action armée contre l'administration, les forces militaires et de répression de l'occupant ainsi que contre l'appareil répressif du régime pétainiste, contre les partis collaborateurs : le « Travail Particulier» (TP), issu de l'« Organisation Spéciale» (O.S.) du Parti communiste mise en place dès l'automne 1940 pour collecter des armes et assurer la protection de ses manifestations, les groupes de combat de la Jeunesse communiste, parfois appelés « Bataillons de la Jeunesse», et ceux de la « Main-d'œuvre immigrée» (M.O.I.).

La M.O.I. a une double origine syndicale et politique remontant au début des années 1920, quand la Confédération Générale du Travail uni-

taire (CGTU) et le jeune Parti communiste voient arriver dans leurs rangs en nombre conséquent des travailleurs immigrés venant notamment depuis l'Europe centrale et orientale, à la recherche de conditions meilleures ou fuyant les persécutions raciales ou (et) politiques.

Ainsi, la CGTU met en place en 1923 la « Main-d'œuvre Etrangère» (M.O.E.), qui prendra au début des années trente le nom de « Main-d'œuvre Immigrée» (M.O.I.) ; sur le plan politique, le Parti communiste met en place une structure homonyme qui se fonda de fait avec la première. Elles sont subdivisées en « groupes de langue» : italien, polonais, arménien, espagnol, etc. L'importance numérique des émigrés juifs provenant de plusieurs pays : Pologne, Roumanie, Hongrie... mais parlant une langue commune, le Yiddish, les rassemble en nombre dans ce groupe de langue.

Ayant fui le fascisme, les dictatures d'Europe centrale et balkanique, l'antisémitisme, nombre de ces immigrés en France se porteront à partir de 1936, aux côtés d'antifascistes français, volontaires dans les Brigades Internationales pour combattre en Espagne le fascisme franquiste appuyé par Hitler et Mussolini.

La République espagnole fut vaincue militairement en 1939, et nombre de ces brigadistes étrangers furent à leur retour en France internés dans des camps (Gurs, Argelès, Saint-Cyprien, le Vernet, etc.). Mais, l'expérience militaire acquise en Espagne par les brigadistes français et étrangers se révélera précieuse quand la France, vaincue en 1940, sera occupée par les nazis.

Comme le Parti communiste, la Jeunesse communiste, les organisations leur étant proches, les structures et les publications de la M.O.I. vont être interdites en septembre 1939 suite à l'approbation par le Parti communiste du Pacte germano-soviétique de non-agression.

## LES FTP-MOI

La M.O.I. va se reconstituer principalement à partir de l'automne 1940, autour d'une nouvelle direction composée de Louis Gronowski (« Bruno»), Jacques Kaminsky (« Hervé») et Artur London (« Gérard»). En mars 1941 se créent, sous la direction de Conrado Miret-Must, les groupes de combat de la M.O.I., qui après la formation des FTP, deviendront les FTP-M.O.I.

Arrêté en novembre 1941, Miret-Must, qui mourra sous la torture début avril 1942, sera remplacé à la tête des FTP-M.O.I. par Boris Holban. Missak Manouchian lui succédera en juillet 1943 ;

A l'été et à l'automne 1943, les FTP-M.O.I. de la Région parisienne, structurés en détachements de langue, commandés - sous la responsabilité de Joseph Epstein (colonel Gilles), interrégional FTP de la Région parisienne - par Manouchian,

représentent - après les chutes y ayant décimé en 1942 les FTP « généraux» - la principale force combattante armée de la Résistance en Région parisienne. Elle va porter des coups sévères à l'occupant, dont le symbole est l'exécution de Julius Ritter, responsable nazi du S.T.O. en France.

Lors de leur procès en février 1944, plus de 200 actions (déraillements, attentats, exécutions de collabos) seront imputées aux FTP-M.O.I. : ils auront par les coups portés à l'ennemi contribué à cette libération de la France qu'hélas ils ne verront pas.

Dès février 1945, ce qui fait justice d'un prétendu oubli des Résistants étrangers après la Libération, se déroula une première manifestation de mémoire - dont il existe un petit film - qui se déroula, alors que la guerre se poursuivait - associant à l'Amicale des Anciens FTP, le « Centre d'Action et de Défense des Immigrés» (CAD), rassemblant notamment le Comité Italien de Libération Nationale, le Comité Polonais de la Libération Nationale, l'Union Nationale Espagnole, le Comité d'Unité et de Défense Juif, le Mouvement pour l'indépendance Hongroise, le Front National Arménien, le Front National Roumain..., qui avaient pris part à l'insurrection libératrice de notre pays. ;

Puis, le C.A.D.I. ayant été interdit par un arrêté du ministre de l'Intérieur le 25 novembre 1948 (la guerre froide avait commencé), l'Amicale des Anciens FTP puis ensuite l'ANACR associèrent à la cérémonie du souvenir du Groupe Manouchian-Bocsov l'Union Générale des Engagés Volontaires et Résistants d'origine Etrangère (UGEVRE), l'UGEVRE, regroupement fédérateur qui rassemble pendant plus de cinq décennies des Résistants de nombreuses nationalités différentes, dont celles représentées dans le Groupe Manouchian-Bocsov.

Ainsi, avec pour titre « le 10<sup>e</sup> anniversaire de la mort des 23 héros du Groupe Manouchian», «France d'Abord», hebdomadaire de l'ANACR, rapporte en 1954 : « dimanche 21 février, le matin, au cimetière d'Ivry des centaines de patriotes assistaient à une cérémonie au cours de laquelle prirent la parole M. Feiffer, président de l'UFAC de la Seine, le Président de l'UGEVRE, et notre camarade Hamon, au nom du Bureau National de notre Association, le soir, à la Mutualité, 1 500 patriotes assistaient à la grande cérémonie présidée par M. Justin Godard, Président du Comité Français de Défense des Immigrés, ancien ministre. Pierre Villon, secrétaire général de l'ANACR y prit la parole.»

Depuis, chaque année, le dimanche de février le plus près du 21, date de l'exécution en 1944 des 22 combattants FTP-M.O.I. de l'«Affiche rouge» un hommage leur est rendu au Cimetière d'Ivry-sur-Seine où ils reposent.

## CELESTINO ALFONSO

Né le 1<sup>er</sup> mai 1916 à Ituro de Abaza (Espagne), Célestino Alfonso vint en France en 1927 avec ses parents, qui s'établirent à Ivry-sur-Seine, où il travailla comme manœuvre et ouvrier menuisier. En 1934, Célestino Alfonso adhéra aux Jeunesses communistes.

En août 1936, il partit comme volontaire pour l'Espagne républicaine où il servit comme mitrailleur dans la III<sup>e</sup> Brigade puis lieutenant de chars de combat à partir de 1937. Blessé l'année suivante, il entra à l'intendance et fut nommé peu après commissaire politique de compagnie de la XIV<sup>e</sup> Brigade internationale. Ayant combattu jusqu'en février 1939, il fut rapatrié au camp d'Argelès, dont il sortit en décembre, intégrant une Compagnie de Travailleurs étrangers (C.T.E.).

Au début de l'Occupation militant du Parti communiste espagnol (PCE) clandestin, un temps réfugié à Orléans, Célestino Alfonso, de retour à Paris, intégra en 1942 les FTP-M.O.I. et, souvent avec Léo Kneller et Marcel Rayman participa à de nombreuses actions : attaque de la



voiture de Von Schaumburg, commandant du Grand Paris, exécution le 28 septembre 1943 de Julius Ritter, général SS supervisant la mise en œuvre du STO en France.

Arrêté en octobre 1943, torturé, il est condamné à mort le 15 février 1944 et exécuté le 21 février au Mont-Valérien. Dans sa dernière lettre, il écrivit à sa famille, à sa femme, Adoracio Arias, dont il avait un fils, Jean : «*je ne suis qu'un soldat qui meurt pour la France... Je sais pourquoi je meurs et j'en suis très fier...*»

## OLGA BANCIC

Elle naquit en mai 1912 à Kichinev dans une famille juive de Bessarabie (Moldavie actuelle) alors intégrée à l'Empire russe et qui devient roumaine en 1918.

Olga, à l'âge de 12 ans, participe à une première grève dans l'usine de gants qui l'employait. Adhérente très tôt des Jeunesses communistes, militante syndicaliste, elle est plusieurs fois arrêtée, victime de violences policières.

En 1938, elle doit s'exiler en France, où elle entame des études de lettres. Elle s'y engage dans l'aide à l'Espagne républicaine, et épousera un combattant roumain des Brigades internationales, Alexandre Jar. En 1939, elle donne naissance à une fille prénommée Dolorès, comme la *Pasionaria*.

Après l'occupation de la France en 1940, Olga Bancic, qui confie sa fille à une famille française, et vit pour raisons de sécurité séparée de son mari, entre en Résistance et rejoindra les FTP-M.O.I. sous le pseudonyme de «*Pierrette*», elle prend part à la confection et au transport des bombes lancées sur les forces d'occupa-



tion, participant à la préparation et à l'exécution d'une centaine d'opérations.

Arrêtée sous l'identité de Marie Lebon le 16 novembre 1943 avec Marcel Rayman, torturée, elle est condamnée à mort le 15 février 1944, transférée en Allemagne et guillotinée à la prison de Stuttgart le 10 mai 1944. Dans sa dernière lettre à sa fille Dolorès, elle écrira : «*Je meurs avec la conscience tranquille...*». Son mari, Alexandre Jar, regagnera la Roumanie après la guerre, Dolorès vivrait en Israël.

## JOSEPH BOCZOV

Parfois appelé Josef Boczor, il naquit sous le nom de Francisc ou Ferenz Wolf le 3 août 1905 à Felsbánya (Felsbánya) en Transylvanie, alors province de l'Empire austro-hongrois, qui deviendra roumaine en 1919. Engagé dès le Lycée dans l'action révolutionnaire et les jeunesses communistes, il alla à Prague suivre des études d'ingénieur chimiste.

Quand éclata la Guerre d'Espagne, il traversa à pied la Tchécoslovaquie, l'Autriche, la Suisse pour aller rejoindre les Brigades internationales.

A la chute de la République espagnole en 1939, il fut interné en France dans les camps d'Argelès puis Gurs, y devenant responsable des ex-brigadistes roumains. Déchu de sa nationalité roumaine, il organise en avril 1941 l'évasion de son groupe lors de sa déportation en Allemagne.

Arrivé en Région parisienne, il est accueilli par Hélène Elek, la mère de Thomas. Entré à l'Organisation Spéciale-M.O.I., il remplace à sa tête l'Espagnol Conrado Miret-Must, arrêté fin 1941 Lors de la formation des FTP-M.O.I. en mai-juin 1942,



Joseph Boczov («*Pierre*»), placé à la tête du 4<sup>e</sup> détachement FTP-M.O.I., celui des «*dérailleurs*», spécialisé dans l'attaque des trains allemands, va mettre en œuvre ses compétences d'ingénieur chimiste pour la confection d'explosifs, la mise au point d'une mèche blanche brûlant sans flamme, la transformation de mine anti-char en mine anti-train...

Arrêté le 27 novembre 1943, accusé d'avoir accompli 25 attentats, il est condamné à mort et fusillé avec les 22 autres membres du groupe Manouchian-Boczov au Mont-Valérien le 21 février 1944.

## GEORGES CLOAREC

Né à Saint-Lubin-des-Joncherets (Eure-et-Loir) le 22 décembre 1923 dans une famille ouvrière, Georges Cloarec travailla d'abord comme ouvrier agricole.

Passé clandestinement en zone sud avec l'intention première de rejoindre les FFL, il s'engagera début 1942 à Toulon dans la Marine, qu'il quittera après avoir été emprisonné quelques mois pour avoir crié «*Vive la France ! A bas la collaboration !*».

Venu en septembre 1943 habiter chez son oncle Léon Cloarec à Alfortville pour échapper au S.T.O., il entrera en contact avec des ouvriers italiens qui le feront entrer aux FTP-MOI dans le détachement italien.

Prenant l'identité de «*Philippe Laurent*», et le pseudonyme clandestin de «*Marc*», matricule FTP 10620, il rencontre «*René*» (Robert Witchitz), «*Paul*» (Spartaco Fontanot), «*Marcel*» (Cesare Luccarini), avec lesquels il va participer à plusieurs opérations.



Le 20 octobre 1943, accompagné de Fontanot et Luccarini, il participait - sa première action - rue Caumartin à une attaque contre un restaurant réquisitionné par les Allemands, y lançant une grenade qui lui avait été remise par Tuba Kleszczeski («*Colette*»).

Le 13 novembre, ayant rendez-vous à 17 heures avec Robert Witchitz au métro Reuilly-Diderot, il y sera arrêté par trois inspecteurs de la Brigade Spéciale (BS2). Il est fusillé le 21 février 1944 au Mont-Valérien.

## RINO DELLA NEGRA

C'est à Viimy, dans le Pas-de-Calais, que naquit le 18 août 1923 Rino Della Negra, dans une famille d'immigrés italiens.

En 1926, la famille vint s'installer à Argenteuil, 119 route de Sannois. Agé de 14 ans, Rino devint en 1937 apprenti ajusteur aux usines Chaussou d'Asnières et s'engagea dans le mouvement sportif local : Jeunesse Sportive Argenteuillaise (JSA) et Football-Club d'Argenteuil.

Très bon joueur, il est en 1942 allier droit du Red Star de Saint-Ouen, club renommé, et aspire à une carrière professionnelle.

L'antifascisme très présent dans la communauté italienne d'Argenteuil et la menace du S.T.O. vont le mener à la Résistance : en octobre 1942, il rejoint le 3<sup>e</sup> détachement (italien) des FTP-M.O.I. (matricule 10293). Sa dernière «planque» de clandestin, sous le nom de «Chatel» sera 4, passage du Génie (Paris 12<sup>e</sup>).

En juin 1943, il participe à l'exécution du général allemand Von Apt rue Maspero à Paris (16<sup>e</sup>), le 10 à l'attaque du siège du Parti fasciste italien installé dans l'hôtel Montessuy, rue Sédillot (Paris 7<sup>e</sup>), le 23 à l'attaque



de la caserne Guynemer à Rueil-Malmaison.

C'est lors d'une dernière opération le 12 novembre 1943 menée en compagnie de Robert Witchitz, l'attaque d'un convoyeur de fonds allemand 56 rue Lafayette, qu'il est blessé, puis arrêté peu après rue Taitbout. Conduit à l'hôpital de la Salpêtrière, il est ensuite incarcéré à la prison du Cherche-Midi.

Condamné à mort lors du «Procès de l'Affiche rouge», il est fusillé avec ses 21 compagnons le 12 novembre 1943 au Mont-Valérien.

## TOMAS ELEK

Il naquit le 7 décembre 1924 dans une famille juive de Budapest (Hongrie), athée et communiste. Son père, Sandor Elek, prit part à la République soviétique hongroise. Menacé de chômage dans une Hongrie où se mettait en place des mesures antisémites, Sandor Elek s'exila à Paris en avril 1930 avec son épouse Héléne, leur fils Thomas (Tamas), Marthe, fille d'Héléne ; en juillet 1930 naîtra à Paris Bela.

Membres du Parti communiste hongrois, militant au Secours rouge dans l'aide à l'Espagne républicaine, Sandor et Héléne Elek, après un exode à Dinard lors de l'offensive allemande de mai-juin 1940, vont revenir à Paris, où Héléne a ouvert rue de la Montagne Sainte-Geneviève un restaurant, «le Fer à cheval», qui deviendra bientôt une cache d'armes et de faux papiers, un lieu de réunions de Résistants. Tels ces étudiants du Réseau du Musée de l'Homme par lesquels Thomas («Tommy») intégra en 1941 la Résistance, distribuant avec son frère journaux et tracts.

En août 1942, Tommy, ayant quitté le Lycée Louis-le-Grand après avoir sévèrement corrigé un



condisciple antisémite, rejoignit les FTP-M.O.I. (matricule 10306).

C'est de sa propre autorité qu'il mena le 5 novembre 1942 sa première action : un attentat contre la librairie allemande «Rive gauche». Le 1<sup>er</sup> juin 1943, il fit partie d'une équipe qui attaqua à la grenade et au pistolet au métro Jean-Jaurès un détachement de 70 Allemands.

Devenu adjoint technique de Boczov, il va participer de juin à septembre à plusieurs déraillements. Arrêté le 21 novembre 1943 dans sa planque du 7 rue Roger (Paris 14<sup>e</sup>), livré aux Allemands, il est fusillé le 21 février 1944 à 15h47.

## MAURICE FINGERCWEIG

Né le 25 décembre 1923 à Varsovie dans la famille d'un ouvrier tailleur, Maurice (Mojsze, Moïshe, Moska Fingerweig ou Fingerwajg) vint en France avec sa famille en 1926. Orphelin de mère à 10 ans, il est élevé par son frère aîné Jacques, dont l'engagement aux Jeunesses communistes l'influence fortement : il rejoint à son tour les J.C. en 1940.

Cette adhésion, puis l'arrestation lors de la Rafle du Veld'hiv en juillet 1942 de son père et de ses frères Jacques et Léon, et leur déportation, le conduisent à s'engager dans la Résistance et à rejoindre les FTP-M.O.I.

Sous le pseudonyme de «Marius», il appartient alors au 2<sup>e</sup> détachement (juif) des FTP-M.O.I. avant d'être muté au détachement des dérailleurs.

Il participa avec ce détachement à de nombreuses opérations de sabotage, dont celui du 21 au 22 octobre 1943 à Chaumont, sur la ligne Paris-Troyes.

Arrêté le 17 novembre 1943,



torturé pendant les interrogatoires, il est condamné à mort par le Tribunal militaire allemand du Grand Paris et fusillé le 21 février 1944 au Mont-Valérien à 15h47, avec trois autres membres du groupe de l'Affiche rouge, Tamas Elek, Jonas Geduldig et Wolf Wajsbrot.

Espérant le retour de déportation de ses frères et de son père (seul Jacques reviendra), il pria dans sa dernière lettre une amie de ses parents de leur dire : qu'il est «mort en brave, en pensant à eux».

## SPARTACO FONTANOT

C'est à Monfalcone, petite ville de la province italienne de Gorizia que naquit le 17 janvier 1922 Spartaco Fontanot. Sa famille émigre en France en 1924, après l'arrivée au pouvoir des fascistes.

Résidant à Nanterre, il va suivre après l'école élémentaire les cours du collège technique de Puteaux, dont il sortira avec un C.A.P. d'ajusteur, tourneur, dessinateur. Les ressources de ses parents ne leur permettant pas de lui faire suivre des études, il entre comme tourneur dans une petite entreprise tout en suivant les cours du soir de l'école des Arts-et-métiers de Paris afin de devenir ingénieur.

Après la défaite et l'occupation de la zone nord de la France, Spartaco va entrer en Résistance, et rejoindre les FTP-M.O.I. et, en juin 1943, sous le pseudonyme de «Paul» (matricule 10291), est intégré à une équipe comprenant Marcel Rayman et Léo Kneler et Raymond Kojitski. Ainsi, le 28 juillet 1943, il participa à l'attentat dirigé contre le général von Schaumburg, commandant du «Gross Paris».

Spartaco Fontanot fut arrêté le



13 novembre 1943 à Montreuil-sous-Bois. Condamné à mort lors du procès de l'Affiche rouge, il est fusillé au Mont-Valérien le 21 février 1944 à 15h22 conjointement à Missak Manouchian, Roger Rouxel et Robert Witchitz. Dans une lettre à sa mère, il écrit : «Je m'étais engagé dans l'Armée de la Libération et je meurs quand la victoire éclate...».

Une «rue des Trois Fontanot» l'honore à Nanterre ; avec ses cousins Jacques (18 ans) et Nerone (22 ans), tombés eux aussi dans la lutte.

## JONAS GEDULDIG

Né le 22 janvier 1918 dans une famille d'ouvriers juifs de Wlodziewiez, en Pologne, Jonas Geduldig fut élevé par son oncle et éduqué dans la ville proche de Hrubieszow.

Âgé de 16 ans, il part pour la Palestine où l'avait précédé son frère ; il y sera apprenti et travaillera dans la construction mécanique.

L'insurrection franquiste, bientôt appuyée par Hitler et Mussolini, ayant éclaté en Espagne, Jonas Geduldig rejoint les Brigades internationales et est affecté à la batterie d'artillerie «Anna Pauker».

Blessé au pied, il gagnera la France début 1939, à la chute de la République espagnole. Interné dans les camps de Saint-Cyprien, Gurs et Argelès, il y participe à la rédaction du journal en yiddish *Hinter Schtechel Droten* («Derrière les barbelés»).

Évadé du camp, il rejoint Paris où, sous l'identité de «Michel Martiniuk», il va bientôt rejoindre la Résistance, notamment au sein de «Solidarité», participant à la protec-



tion de l'une de ses manifestations rue de la Roquette le 11 novembre 1941.

En avril 1942, il rejoint le 2<sup>e</sup> détachement (juif) des FTP-M.O.I., participe en juillet 1942 à un lancer de bombe contre un garage, et est muté en juin 1943 au groupe des «dérailleurs».

Arrêté en novembre 1943, il est fusillé avec Manouchian et ses camarades le 21 février 1944 à 15 h 47 au Mont-Valérien.

## LEON GOLDBERG

Né le 14 février 1924 à Lodz en Pologne, Léon (Leib, Lajb) Goldberg vint en France avec sa famille à fin des années 1920.

La famille, dont le père, Samuel, était tailleur, résida d'abord 7 impasse Questre, dans le XI<sup>e</sup> arrondissement de Paris, puis vint s'installer dans le XIX<sup>e</sup>, 37 rue de Meaux. Léon, fréquentant l'école du 119 avenue Simon-Bolivar, souhaitait devenir instituteur.

La France vaincue et sa partie nord occupée par la Wehrmacht nazie, la famille Goldberg, victime des persécutions antisémites, est raflée le 16 juillet 1942 ; le père de Léon, interné d'abord à Beaune-la-Rolande, déporté par le convoi n° 31 juillet à Auschwitz, y mourra, sa mère et ses deux frères Henri (né en 1931) et Max (né en 1934) et seront déportés à leur tour par le convoi 21 du 19 août 1942 ; eux aussi ne reviendront pas.

Léon, resté seul, se réfugiera 99 avenue Simon-Bolivar chez la famille Tenenbaum, celle de sa fiancée Ginette.

Entré aux FTP-M.O.I. sous le pseudonyme de «Julien» et sous



l'identité de «Gérard Charton», Léon Goldberg va être arrêté avec deux de ses camarades le 25 octobre 1943 à Mormant en Seine-et-Marne, à la suite d'un déraillement de train qu'ils avaient provoqué à Grand-Puits, sur la ligne Paris-Troyes.

Condamné à mort lors du Procès du 18 février 1944, il est fusillé au Mont-Valérien à 15 h 52 avec Arpen Tavitian et Willy Szapiro.

A sa fiancée Ginette, il écrira «...J'ai fait mon devoir envers tous, je ne regrette rien... Adieu à tous, la vie sera meilleure pour vous»

## EMERIC GLASZ

Né le 14 juillet 1902 à Budapest en Hongrie, Emeric (Imre) Glasz, ouvrier mécanicien, vint en France, où il se maria en 1939 avec Ila, dont il eut un enfant, Borsi.

A la déclaration de guerre, il s'engagea dans l'armée française et fut affecté au 23<sup>e</sup> régiment de marche de volontaires étrangers.

Démobilisé après l'armistice de juin 1940, il revient à Paris, y habitant le XIII<sup>e</sup> arrondissement et reprenant son métier d'ajusteur.

Il va rejoindre les groupes de sabotages et de destruction (GSD) formés à l'été 1940 par le parti communiste clandestin et qui, particulièrement actifs dans la métallurgie parisienne, préfigurent la mise en place de l'Organisation Spéciale (O.S.) en octobre suivant. En avril 1942, il intégrera la nouvelle structure FTP-M.O.I.

Prenant le pseudonyme de «Robert», et disposant de faux papiers au nom de Bognard, il va être intégré au 4<sup>e</sup> détachement FTP-M.O.I., celui des «dérailleurs».



Arrêté le 17 novembre 1943 au métro Denfert-Rochereau, il fut condamné à mort lors du «procès» de «l'Affiche rouge». Il aurait déclaré au tribunal : «J'ai vécu pendant sept mois dans l'illégalité. C'est à ce prix seulement que je pouvais garder ma liberté. Car la vie ne vaut rien sans liberté».

Il sera fusillé au Mont-Valérien le 21 février 1944 à 15 h 40, en premier avec Celestino Alfonso, Josef Bocsov et Marcel Rayman

## SZLAMA GRZYWACZ

Salomon (Schloime, Szlamek, Szlama) Grzywacz naquit le 8 décembre 1910 dans une famille pauvre de Dobre, petite ville du centre-nord de Pologne. Commencant très jeune à travailler avec son père comme ouvrier cordonnier, il adhère en 1925 aux Jeunesses communistes, alors l'objet de la répression du régime autoritaire de Pilsudski.

En 1931, il est arrêté par la police politique, et condamné à cinq ans de prison. A sa libération, il s'exile en France en 1936, logeant à Paris quelque temps dans la famille d'Henri Krasucki, originaire de la même région de Pologne.

La République espagnole ayant à faire face à l'insurrection franquiste, il rejoint les Brigades internationales. Interné à son retour d'Espagne à Gurs et Argelès, il s'évade et regagne Paris.

Domicilié dans le XIX<sup>e</sup> arrondissement, il anime les syndicats clandestins dans la fourrure et, avec le pseudonyme de «Charles» et l'identité de Jean Jagodasz, il entre en août 1942 au 2<sup>e</sup> détachement FTP-M.O.I.

Parmi ses actions, un lancer de grenade contre la *Parizer Zeitung* et de bombe incendiaire contre un



camion de soldats allemands.

Muté au détachement des «dérailleurs», il est arrêté en novembre 1943. Condamné à mort, il est fusillé au Mont-Valérien le 21 février à 15 h 56 avec Stanislas Kubacki.

Dans sa dernière lettre adressée à sa femme Janine, il écrit : «J'ai conservé mon sang-froid jusqu'à la dernière minute comme cela convient à un ouvrier juif... Je meurs mais vous ne m'oublierez pas. Si certains membres de ma famille sont vivants, parlez-leur de moi... Du courage, du courage et encore du courage. De meilleurs lendemains ne sont pas loin... »

**STANISLAS KUBACKI**

Stanislas (Stasiek) naquit le 2 mai 1908 à Siaszycze, en Pologne centrale, et vint en France en 1925. Il y épousa une compatriote immigrée, Geneviève Klébek, qui lui donna un fils, Edouard (Edria), né à Avion en 1930.

Ouvrier mouleur, Stanislas Kubacki vint avec sa famille habiter à Livry-Gargan (alors en Seine-et-Oise), militant au Parti communiste.

Suite à diverses infractions (port d'arme, défaut de carnet, rébellion...), il est l'objet en 1936 et 1937 de deux arrêtés d'expulsion. Passant en Espagne, il rejoint les Brigades internationales ; à son retour en France, il est interné au camp du Vernet puis dans celui de Gurs. Il s'évadera lors de sa déportation en Allemagne et rejoindra les FTP.

Lors d'une arrestation le 12 mai 1942, l'on trouve sur lui des timbres de cotisation «Aidez les victimes du fascisme», un carnet avec des mentions hostiles au travail en Allemagne et évoquant les sabotages. Evadé du commissariat de Villeparisis, et prenant l'identité d'Ignace Kuba, il travaille un temps comme bucheron à Montgeron.



Impliqué ou suspecté dans plusieurs actions, il se réfugie début décembre 1942 à Puteaux chez Anna Finkelstein, Danoise d'origine juive, où, le 7 décembre, il est arrêté par les policiers des B.S. Transféré au siège de la Gestapo 11 rue des Saussaies, il y est torturé pendant plusieurs jours puis incarcéré à Fresnes.

Il sera l'un des 24 accusés et des 23 condamnés à mort du procès du 18 février 1944 devant le Tribunal militaire allemand. Il est fusillé le 21 février 1944 au Mont-Valérien.

«*Je meurs pour la liberté*» conclut sa dernière lettre à sa femme et son fils.

**CESARE LUCCARINI**

Fils d'Auguste Luccarini, un antifasciste italien, venu s'installer à Pont-à-Vendin (Pas-de-Calais, Cesare, né le 24 février 1922 à Castiglione-dei-Pepoli en Emilie-Romagne (Italie), vint en 1930 avec sa mère et ses sœurs rejoindre son père.

Au sortir de l'école primaire, ayant obtenu le C.e.p., il commence à travailler au Génie civil de Lille comme ouvrier cimentier.

En 1940, il adhère aux Jeunesses communistes clandestines, ce qui le conduira, suite à une dénonciation à être arrêté en février 1942 par des gendarmes français et le 19 mars à être condamné à deux ans de prison pour distribution de tracts par le cour spéciale de Douai. Incarcéré à la prison de Cuigny puis au camp de travail de Watten Eperlecques, il s'en évade en août 1943.

Venu se réfugier à Paris, avec des faux papiers au nom de Marcel Chatelain, il entre au 3<sup>e</sup> détachement (italien) des FTP-M.O.I. sous le pseudonyme de «Marcel», habitant 9 rue Charles-Bertheau.

Il participa à une première action à Argenteuil le 17 sep-



tembre 1943 puis, le 25 septembre à un lancer de grenade au Café de l'Autobus (Paris 14<sup>e</sup>) fréquenté par les soldats allemands.

Il fut arrêté le 12 novembre 1943 à son hôtel par 3 inspecteurs de la BS2 suite à l'opération menée contre un convoyeur de fonds rue Lafayette.

Transféré aux Allemands, il fut condamné à mort par le tribunal militaire nazi et fusillé au Mont-Valérien le 21 février 1944 à 15 h 29 avec Georges Cloarec, Rino Della Negra et Antonio Salvadori.

**MISSAK MANOUCHIAN**

C'est en Cilicie ou «Petite Arménie», alors province de l'Empire ottoman, que naquit le 1<sup>er</sup> septembre 1906 Missak Manouchian, dans une famille de paysans pauvres d'Adyaman.

A l'âge de 9 ans, il sera témoin du génocide en 1915-1916 de la population arménienne de la région, qui décimera sa famille dont, avec son frère Karapet, il sera un des seuls survivants ; recueillis par une autre famille, tous deux sont à la fin de la Première guerre mondiale exfiltrés vers un orphelinat au Liban, passé sous mandat français.

En 1925, Missak Manouchian arrive à Marseille, travaille quelque temps aux Chantiers navals de la Seyne puis monte à Paris, entrant chez Citroën comme tourneur.

Au chômage au début des années trente, il participe à la création de revues culturelles arméniennes, *Tchank*, *Machagouyt*, adhère au Parti communiste, et devient responsable du Comité de secours à l'Arménie (H.O.C.), dissous comme communiste en 1939.

Un temps interné pendant la Drôle de guerre, il revient à Paris en juin 1940 et dans la clandestinité reprend ses activités militantes. Arrêté en juin 1941 et interné



quelques semaines au camp de Royallieu, il se voit à sa libération confier la responsabilité de la branche arménienne de la M.O.I.

Février 1943, versé aux FTP-M.O.I., il devient en juillet suivant leur responsable technique parisien puis en août le responsable militaire des FTP-M.O.I. de la Région parisienne dont à ce titre il dirige les opérations.

Le 16 novembre 1943, il est arrêté à Evry Petit-Bourg avec Joseph Epstein, interrégional de tous les FTP de la Région parisienne. Il est fusillé au Mont-Valérien le 21 février 1944.

**MARCEL RAYMAN**

Il naquit le 1<sup>er</sup> mai 1923 à Varsovie et vint à 8 ans en France avec ses parents et son jeune frère Simon (Simcha), alors âgé de 2 ans.

Marcel Rayman rejoindra, à l'âge de 10 ans, le mouvement des pionniers et le Yask (*Yiddische Arbeiter Sport Klub*), club sportif ouvrier juif. Il sera ouvrier tricoleur.

Les organisations progressistes juives liées au Parti communiste seront avec lui et les Jeunesses communistes (J.C.), interdites fin septembre 1939, suite à l'approbation du Pacte germano-soviétique de non-agression

Sitôt la reformation clandestine des Jeunesses communistes, Marcel Rayman (17 ans en 1940) y adhère, participant aux distributions de tracts et collages d'affiches et de papillons. Habitant 1 rue des immeubles industriels, il devient responsable des J.C. du XI<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Début 1942, il entre au 2<sup>e</sup> détachement (juif) des FTP, et est chargé de former les nouveaux combattants, rôle qui sera aussi le sien à la formation des détachements tchèque et arménien.



Utilisant les pseudonymes de Simon Maujean, Michell Mieczlav, Faculté, il devient responsable du «Groupe spécial» des FTP-M.O.I., dont l'action la plus spectaculaire fut l'exécution le 28 septembre 1943 de Julius Ritter.

Marcel Rayman, arrêté par la B.S. le 16 novembre 1943, sera fusillé le 21 février 1944 au Mont-Valérien à 15h40, avec Celestino Alfonso, Josef Boczov et Emeric Glasz. Son père avait été déporté en août 1941, sa mère Chana sera gazée à Auschwitz, son frère Simon reviendra de Buchenwald.

## ROGER ROUXEL

Né le 3 novembre 1925 à Paris, Roger Rouxel, dont le père était terrassier, vivait avec ses parents à Vitry-sur-Seine où il fréquenta l'école communale, apprenant après son C.E.P. le métier de tourneur.

C'est à l'usine de construction mécanique Texier-Dufort d'Ivry-sur-Seine, alors qu'il était requis pour le S.T.O., que son ancien camarade d'école Robert Wichitz lui proposa en mars 1943 d'entrer aux FTP-M.O.I. Ce qu'il fit, intégrant sous le pseudonyme de «Léon» le détachement italien.

Sa première action eut lieu le 13 mars contre un garage allemand, rue Desaix (Paris 15<sup>e</sup>), participant ensuite à des missions de repérage, de surveillance et de protection.

C'est à la suite d'une action le 12 novembre 1943 rue Lafayette contre un convoyeur allemand de fonds, à laquelle il participa et qui tourna à un affrontement armé avec des policiers et feldgendarmes durant lequel Rino Della Negra, blessé fut capturé, qu'il fut arrêté le surlendemain 14 novembre.

Condamné à mort lors du Procès de l'Affiche rouge, il est fusillé



le 21 février 1944 au Mont-Valérien à 15 h 22.

«Chers Maman et Papa - écrit-il dans sa dernière lettre à ses parents - je meurs pour ma Patrie, j'ai fait mon devoir de Français... Pardonnez-moi de vous avoir caché le travail secret que je faisais, mais il était impossible de vous le faire connaître car vous m'auriez empêché de le pratiquer... Je meurs en Français, courageusement et la tête haute... Vive la France.»

Et à sa fiancée Mathilde : « Je meurs en soldat de la Libération et en Français patriote ».

## ANTOINE SALVADORI

Il naquit le 13 juin 1920 en Italie, à San Gregorio, fut à Lens (Pas-de-Calais) cimentier puis mineur. C'est là qu'il rencontra un autre mineur de fond italien, Eugène Martinelli, en France depuis 1931, membre du P.c. italien, puis, depuis 1934 du P.c. français, secrétaire régional de l'Union populaire italienne (UPI).

C'est par ce dernier qu'Antoine Salvadori, menacé par le S.T.O., eut, ainsi que Cesare Luccarini, le contact à Paris avec les FTP-M.O.I., qu'il intégra début septembre 1943 au sein du 3<sup>e</sup> détachement (italien), prenant l'identité de « Rousseau ».

Sa première action, en septembre 1943, fut le grenadage d'une maison de tolérance réservée aux Allemands. Il participa aussi à une opération de récupération de bicyclettes dans un garage de Vincennes.

Mais, c'est sa participation à l'attaque le 12 novembre d'un convoyeur allemand de fonds rue Lafayette à Paris qui aura les plus funestes conséquences. A la suite de l'opération, qui fit un blessé parmi les FTP, Antoine Salvadori fut arrêté le jour même à son domicile, un hôtel 30 ave-



nue de Choisy (Paris 13<sup>e</sup>). Comme les autres FTP-M.O.I., Antoine Salvadori fut longuement interrogé, tabassé et torturé dans les locaux de la B.S.2, avant d'être livré aux Allemands qui en firent l'un des 24 accusés comparissant le 18 février 1944 devant le Tribunal militaire du « Gross Paris », qui le condamna à mort.

Il fut fusillé le 21 février 1944 au Mont-Valérien, à 15 h 29, en même temps que les trois autres FTP italiens, Rino Della Negra, Cesare Luccarini et Amadeo Usseglio, ainsi que Georges Cloarec.

## WILLY SZAPIRO

Né le 25 mai 1910 à Skala en Pologne méridionale, Willy Szapiro (ou Salomon Chapiro) se rendit à l'âge de 20 ans, en Palestine sous mandat britannique et foyer d'immigration juive. Il y adhère au Parti communiste palestinien.

Son militantisme va lui valoir une arrestation le 1<sup>er</sup> mai 1931 et une condamnation à deux ans de prison, suivie d'une expulsion en 1933 vers l'Autriche.

Sous le nom de Willy, il y reprend ses activités politiques, jusqu'en 1938, année de l'Anschluss du pays par l'Allemagne nazie le 12 mars. Pour éviter l'arrestation comme communiste, alors que se mettent en place les mesures antisémites, il doit quitter l'Autriche pour la France.

Il y poursuit ses activités tant avant qu'après l'occupation de la zone nord de la France par la Wehrmacht, notamment au sein des structures syndicales clandestines des ouvriers fourreurs.



Secrétaire en 1943 de la commission intersyndicale juive auprès de la CGT, il s'engage dans l'action armée au sein des FTP-M.O.I.

Arrêté le 22 octobre 1943, il est exécuté le 21 février 1944 à 15 h 52. «...J'ai eu des mois difficiles, écrit-il dans sa dernière lettre à sa femme enceinte, mais je n'ai jamais faibli, car je sais à quelle cause j'ai dédié ma vie... Elève notre enfant dans le même esprit. Je ne suis pas le seul à donner ma vie dans cette lutte... »

## ARPEN TAVITIAN

Il serait selon les sources né le 5 novembre 1895 à Alegouchen, dans la région du Zanguezour, près de la frontière de l'actuel Nakhitchevan, ou le 7 novembre 1898 à Chouchi, dans la province arménienne du Karabakh alors dans l'Empire russe.

Ayant commencé à travailler à 14 ans à Tiflis (Georgie) comme mécanicien puis typographe, il adhéra en 1917 au Parti bolchevik géorgien, et combattit en 1918 dans une brigade de gardes rouges défendant la Commune de Bakou. Fait prisonnier par les troupes anglaises prenant la ville en août, il s'évada et se réfugia en Perse.

Rentré en Transcaucasie, il aura jusqu'en 1927 des responsabilités militaires et politiques sous le régime soviétique, son ralliement à l'opposition de gauche (trotskiste) le faisant exclure et arrêter en 1928, interner et reléguer dans divers camps, dont il s'évadera en 1934, passant en Perse le 18 juillet.

Ayant pris l'identité d'Armenak Manoukian, il entra en contact avec Léon Sédov, fils de Trotsky résidant en France, qui lui apporta son aide pour y venir en mai 1937. La guerre et l'occupation l'ame-



nèrent à se rapprocher des communistes arméniens.

Missak Manouchian le fit en juillet 1943 admettre, sous le pseudonyme de Georges, dans le 1<sup>er</sup> détachement FTP-M.O.I. Dans la nuit du 12 au 13 août 1943, il participa à un déraillement sur la ligne Paris-Verdun, le 28 août, il lança une grenade sur un camion soldats allemands, mais sera blessé le 5 octobre lors de l'opération suivante.

Arrêté le 19 novembre à son domicile 200 rue de Belleville par la BS 2, il sera fusillé le 21 février au Mont-Valérien.

## AMADEO USSEGLIO

Amadeo Usseglio Polatera est né le 4 décembre 1911 à Giverno, petite cité de la Province italienne de Turin au Piémont.

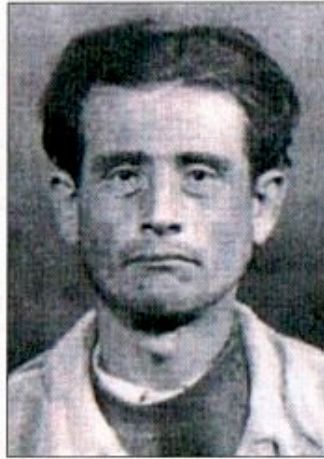
Il arriva au début des années trente en France où il travaille comme maçon, adhérant au Parti communiste.

C'est en juillet 1943 qu'il rejoint - dans un premier temps comme membre non permanent - le détachement italien des FTP-M.O.I., qui regroupe une trentaine de membres.

Habitant au Plessis - Robinson, il va disposer - quand il devient permanent sous l'identité de Belloni - d'une «planque» au centre de Paris, 9 rue des Messageries.

Il fera partie de l'équipe qui, le 9 septembre 1943, attaquera à la grenade une permanence du Parti Populaire Français (PPF) de Doriot 19 rue Lamarck (Paris 18<sup>e</sup>) qui fit de nombreux blessés parmi la cinquantaine de collaborateurs réunis là.

Il participera à plusieurs autres opérations : lancer de grenade le 5 octobre sur un détachement allemand Place de l'Odéon (plusieurs blessés dont



5 graves), un autre le 13 octobre rue Boissy-d'Anglas contre un bar-restaurant réquisitionné par les Allemands.

C'est à la suite d'une opération de déraillement dans la nuit du 25 au 26 octobre 1943, à Mormant, en Seine-et-Mame, qu'il sera arrêté porteur de papiers d'identité au nom de Belloni, d'un pistolet automatique et d'un tire-fond. Torturé par la BS 2, condamné à mort, il est fusillé le 21 février 1944 à 15 h 22 au Mont-Valérien.

## WOLF WAJSBROT

Né le 3 mars 1925 à Krasnik, dans la Région de Lublin en Pologne, il passa son enfance à Ivry-sur-Seine. Apprenant le métier de mécanicien à l'École du travail (centre d'apprentissage pour jeunes Juifs) 4 bis rue des Rosiers (Paris 4<sup>e</sup>), il adhère aux Jeunesses communistes.

L'occupation venue, prenant l'identité de Marcel Plantrou, utilisant le pseudonyme de «Lamber», il rejoint les FTP-MOI au cours de l'été 1942, et participe à l'action du 3 janvier 1943, avenue de Lowendal à Paris 7<sup>e</sup>, lors de laquelle des Allemands sont tués et blessés. En juillet 1943, il est versé dans le «détachement des dérailleurs» des FTP-MOI de la région parisienne et participe à de nombreux déraillements de trains.

Arrêté le 17 novembre 1943 avec Sarah Danciger, qui avait loué pour lui sous un faux nom sa «planque» du 35 rue des Archives (Paris 4<sup>e</sup>), trouvé en possession d'armes et de tracts, emprisonné à Fresnes, il est condamné à mort par le



tribunal militaire allemand et fusillé à 15 h 47 le 21 février 1944 au Mont-Valérien.

Lors de ses interrogatoires, il déclare que sa mère a été déportée après la rafle du Vel' d'Hiv'. En fait, sa mère et ses six frères et sœurs réussirent à échapper aux rafles jusqu'à la fin de la guerre.

Son nom figure sur la plaque inaugurée le 3 février 2010 au siège de l'École du Travail rue des Rosiers à la mémoire de ses élèves tués au combat, fusillés et déportés.

## ROBERT WITCHITZ

Fils de Gustave Witchitz, immigré polonais, Robert Witchitz est né le 5 août 1924 à Abscon (Nord) d'une mère française, Louise Boursault.

Elevé par ses grands-parents jusqu'à l'âge de 4 ans, il vint vivre avec ses parents 10 ruelle des Mailcots à Ivry-sur-Seine

Au début de la Guerre, Robert est télégraphiste puis, ayant été licencié, il devient coursier pour une distillerie, avant d'entrer comme ajusteur à l'usine de constructions mécaniques Texier-Dufor ; et, comme manoeuvre, il travaillera un temps au parc d'artillerie allemande de Vincennes.

Menacé par le S.T.O., il rejoint avec Roger Rouxel en janvier-février 1943 les F.T.P.-M.O.I., intégrant avec le pseudonyme de «René» le 3<sup>e</sup> détachement (italien), sous le matricule 10279, dont il deviendra membre permanent en juin suivant.

Sa première action, avec Roger Rouxel («Léon») et Eugène Martinelli («Arthur»), fut le dépôt, le 13 mars 1943, d'un engin explosif rue Desaix sur la fenêtre d'un garage réquisitionné par les Allemands. Une autre suivit le 19 mai, avec un lancer de grenade à Villejuif sur un autobus transportant des Allemands, puis un autre le 16 juin contre un débit de



boissons fréquenté par des militaires Italiens. Le 11 août, il abattit un Franciste ayant dénoncé des communistes... le 4 septembre un soldat allemand Porte d'Ivry, le 17 septembre à Argenteuil un dénonciateur d'antifascistes italiens...

Mais, l'opération menée le 12 novembre contre un convoyeur de fonds allemands rue Lafayette ayant entraîné une fusillade, Rino Della Negra, blessé, sera capturé, Robert Witchitz, lui aussi blessé, réussit à s'enfuir mais, dénoncé, sera arrêté.

Condamné à mort, il sera fusillé le 21 février 1944 à 15h 22.

## STROPHES POUR SE SOUVENIR

(«L'Affiche rouge») de Louis Aragon

Vous n'avez réclamé la gloire ni les larmes  
Ni l'orgue ni la prière aux agonisants  
Onze ans déjà que cela passe vite onze ans  
Vous vous étiez servi simplement de vos armes  
La mort n'éblouit pas les yeux des Partisans  
Vous aviez vos portraits sur les murs de nos villes  
Noirs de barbe et de nuit hirsutes menaçants  
L'affiche qui semblait une tache de sang  
Parce qu'à prononcer vos noms sont difficiles  
Y cherchait un effet de peur sur les passants  
Nul ne semblait vous voir français de préférence  
Les gens allaient sans yeux pour vous le jour durant  
Mais à l'heure du couvre-feu des doigts errants  
Avaient écrit sous vos photos MORTS POUR LA FRANCE  
Et les mornes matins en étaient différents  
Tout avait la couleur uniforme du givre  
À la fin février pour vos derniers moments  
Et c'est alors que l'un de vous dit calmement  
*Bonheur à tous Bonheur à ceux qui vont survivre*  
*Je meurs sans haine en moi pour le peuple allemand*  
*Adieu la peine et le plaisir Adieu les roses*  
*Adieu la vie adieu la lumière et le vent*  
*Marie-toi sois heureuse et pense à moi souvent*  
*Toi qui vas demeurer dans la beauté des choses*  
*Quand tout sera fini plus tard en Irivan*  
*Un grand soleil d'hiver éclaire la colline*  
*Que la nature est belle et que le cœur me fend*  
*La justice viendra sur nos pas triomphants*  
*Ma Mélinée ô mon amour mon orpheline*  
*Et je te dis de vivre et d'avoir un enfant*  
*Ils étaient vingt et trois quand les fusils fleurirent*  
*Vingt et trois qui donnaient leur cœur avant le temps*  
*Vingt et trois étrangers et nos frères pourtant*  
*Vingt et trois amoureux de vivre à en mourir*  
*Vingt et trois qui criaient la France en s'abattant*

# Ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du «Comité français de la Libération nationale»

Le général Giraud, agissant en vertu de la déclaration et des ordonnances du 14 mars 1943,  
Le général de Gaulle, agissant en vertu du mandat à lui délivré le 25 mai 1943 par le Comité national français,  
Considérant que, du fait de l'occupation du territoire français par l'ennemi, l'exercice de la souveraineté du peuple français, fondement de tout pouvoir légal, est suspendu ;

Que le Comité national français et le Commandement en chef civil et militaire ont décidé d'unifier leur action pour assurer la direction de l'effort français dans la guerre, la défense des intérêts permanents de la France et la gestion des affaires concernant les territoires et les forces relevant jusqu'à présent de leur autorité respective,

Ordonnent :

### Article premier.

Il est institué un pouvoir central français unique qui prend le nom de Comité français de la Libération nationale.

### Article 2.

Le Comité français de la Libération nationale dirige l'effort français dans la guerre, sous toutes ses formes et en tous lieux.

### Article 3.

Le Comité français de la Libération nationale exerce la souveraineté française sur tous les territoires placés hors du pouvoir de l'ennemi ; il assure la gestion et la défense de tous les intérêts français dans le monde ; il assume l'autorité sur les territoires et les forces terrestres, navales et aériennes relevant jusqu'à présent soit du Comité national français, soit du Commandement en chef civil et militaire.

Le Comité conclut les traités et accords avec les puissances étrangères, les deux présidents accréditent les représentants diplomatiques auprès des puissances étrangères, les représentants étrangers sont accrédités auprès d'eux.

### Article 4.

Conformément aux documents échangés antérieurement entre le Comité national français et le Commandement en chef civil et militaire et, notamment la lettre du général Giraud du 17 mai 1943 et la réponse du général de Gaulle du 25 mai, le Comité français de la Libération nationale exercera ses fonctions jusqu'à la date où l'état de libération du territoire permettra la formation, conformément aux lois de la République, d'un Gouvernement provisoire auquel il remettra ses pouvoirs. Cette date sera, au plus tard, celle de la libération totale du territoire.

### Article 5.

Des décrets détermineront l'organisation et le fonctionnement du Comité Français de la Libération nationale.

### Article 6.

La présente ordonnance sera exécutée comme loi.

Alger, le 3 juin 1943.

Giraud

de Gaulle

---

## Décret du 3 juin 1943 fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la Libération nationale

### Le Comité français de la Libération nationale,

Vu l'ordonnance en date du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale,

Décète :

### Article premier.

Le Comité français de la Libération nationale est présidé alternativement par les généraux Giraud et de Gaulle<sup>1</sup>. Les affaires qui entrent dans la compétence du Comité français de la Libération nationale sont réparties entre des Commissaires. Le Comité nomme les commissaires, fixe leur nombre et leurs attributions.

### Article 2.

Au sein du Comité français est constitué un Comité de guerre groupant les commissaires qui, soit par leur compétence, soit par leurs attributions, peuvent particulièrement contribuer à la poursuite de l'effort de guerre sous toutes ses formes.

<sup>1</sup> Note de la Rédaction : Le 9 novembre 1943, le général Giraud démissionnera de la co-présidence du CFLN

Ce Comité de guerre assure la conduite générale de la guerre et prend les décisions qui s'y rapportent. En cas d'empêchement ou d'absence, un membre du Comité de guerre se fait représenter par un commissaire, non membre du Comité de guerre.

**Article 3**

En séance plénière du Comité français de la Libération nationale, les commissaires, non membres du Comité de guerre, présentent les affaires relevant de leur département et sont mis au courant de la situation générale.

Le Comité en séance plénière peut, à la demande de l'un des présidents, être saisi, pour décision, de toute affaire délibérée en Comité de guerre.

**Article 4.**

Les décisions du Comité français de la Libération nationale prennent la forme soit d'ordonnances, soit de décrets. L'ordonnance est nécessaire pour toutes les matières qui, sous la République ou antérieurement, ont été l'objet d'une loi ou d'un acte ayant la valeur d'une loi. Elle est délibérée en séance plénière du Comité français de la Libération nationale. Elle est signée par les deux présidents et contresignée par le ou les commissaires intéressés. Les décisions, prises en exécution d'une loi ou d'une ordonnance antérieures, font l'objet d'un décret, signé par les deux présidents et contresigné par le ou les commissaires intéressés. Les décrets qui engagent la politique générale, ceux qui intéressent plusieurs commissariats, les décisions concernant les hauts fonctionnaires et officiers généraux sont délibérés en Comité français, statuant en Comité de guerre ou en séance plénière. Les décrets d'intérêt administratif qui n'intéressent qu'un commissariat sont pris par les deux présidents, sur proposition du commissaire intéressé et contresignés par lui.

Alger, le 3 juin 1943.

Giraud

de Gaulle

## COMPOSITION DU COMITE

Les membres du Comité français de la Libération nationale sont nommés par décrets :

- Le 3 juin 1943 :

Le général Georges Catroux, le général Alphonse Georges, René Massigli, Jean Monnet et André Philip.

- Le 7 juin sont nommés : le docteur Jules Abadie, Henri Bonnet, Maurice Couve de Murville, André Diethelm, René Mayer, René Pleven, André Tixier.

Les membres du CFLN se voient attribuer un secteur ministériel :

- 3 juin, le général Catroux est nommé commissaire à la coordination des affaires musulmanes.

- 7 juin sont nommés :

le docteur Abadie, commissaire à la justice, à l'éducation nationale et à la santé publique,

René Massigli, commissaire aux affaires étrangères,

André Philip, commissaire à l'intérieur,

Maurice Couve de Murville, commissaire aux finances,

Jean Monnet, commissaire à l'armement, à l'approvisionnement et à la reconstruction,

André Diethelm, commissaire à la production et au commerce,

René Mayer, commissaire aux communications et à la marine marchande,

René Pleven, commissaire aux colonies,

Adrien Tixier, commissaire au travail et à la prévoyance sociale,

Henri Bonnet, commissaire à l'information.

- Par décret du 15 juin, Louis Joxe est nommé secrétaire du Comité français de la Libération nationale et Raymond Offroy secrétaire adjoint.

- Par décret du 9 octobre 1943, il est nommé secrétaire général du CFLN.

## ORGANISATION DES FORCES ARMÉES

Un décret du 22 juin 1943 règle l'organisation des forces armées et nomme :

- le général d'armée Henri Giraud, commandant en chef des forces françaises d'Afrique du Nord et d'A.O.F. <sup>2</sup>

- le général Charles de Gaulle, commandant en chef des forces françaises des autres territoires de l'Empire,

- le général d'armée Juin, chef d'état-major général des forces terrestres françaises d'Afrique du Nord et d'A.O.F.

<sup>2</sup> Note de la Rédaction : Le 21 avril 1944 le général Giraud démissionnera de son poste de commandant en chef des Forces françaises d'Afrique du Nord et d'A.O.F.

- le général de division de Larminat, chef d'état-major général des forces terrestres françaises des autres territoires de l'Empire

Par décret du 1<sup>er</sup> juillet, sont nommés :

- le vice-amiral Collinet, chef d'état-major général des forces maritimes françaises d'Afrique du Nord et d'AOF,
- le contre-amiral Auboyneau, chef d'état-major général des forces maritimes françaises des autres territoires de l'Empire,
- le général de corps aérien Bouscat, chef d'état-major général des forces aériennes françaises.

### **Ordonnance du 3 juin 1944** **substituant au nom du Comité français de la Libération nationale celui de** **Gouvernement provisoire de la République française**

#### **Le Comité français de la libération nationale,**

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale ;

Vu l'ordonnance du 17 septembre 1943 portant constitution d'une assemblée consultative provisoire, ensemble les textes qui l'ont complétée ou modifiée ;

Vu l'ordonnance du 21 avril 1944 portant organisation des pouvoirs publics en France après la libération ;

Vu le vœu émis à l'unanimité par l'assemblée consultative provisoire dans sa séance du lundi 15 mai 1944, sur la proposition du groupe de la Résistance métropolitaine, vœu ainsi conçu : « L'Assemblée consultative provisoire émet le vœu que le Comité français de la Libération nationale prenne officiellement le nom de gouvernement provisoire de la République française » ;

Le comité juridique entendu,

Ordonne,

#### **Article premier**

Le Comité français de la Libération nationale prend le nom de gouvernement provisoire de la République française.

#### **Article 2**

L'adoption de cette nouvelle dénomination ne modifie en rien les dispositions des textes en vigueur relatives, d'une part, à l'institution et au fonctionnement des pouvoirs du Comité français de la Libération nationale, d'autre part, à la constitution du Gouvernement provisoire lors de la libération de la France suivant les termes de l'article 3 de l'ordonnance du 3 juin 1943 et de l'article 25 de l'ordonnance du 21 avril 1944.

#### **Article 3**

La présente ordonnance sera publiée au Journal officiel de la République française et exécutée comme loi.

Alger, le 3 juin 1944.

De Gaulle

*Par le Comité français de la Libération nationale :*

Le commissaire d'Etat Catroux

Le commissaire d'Etat Henri Queuille

Le commissaire d'Etat André Philip

Le commissaire d'Etat François Billoux

Le commissaire à la justice François de Menthon

Le commissaire aux affaires étrangères René Massigli

Le commissaire à l'intérieur Emmanuel d'Astier

Le commissaire aux finances Pierre Mendes-France

Le commissaire au ravitaillement et à la production

François Giaccobi

Le commissaire à l'éducation nationale et à la jeunesse,

René Capitant

Le commissaire aux communications et à la marine  
marchande René Mayer

Le commissaire aux affaires sociales Adrien Tixier

Le commissaire à la guerre André Diethelm

Le commissaire à l'air Fernand Grenier

Le commissaire à la marine Louis Jacquinet

Le commissaire aux colonies René Pleven

Le commissaire à l'information Henri Bonnet

Le commissaire aux prisonniers, déportés et réfugiés  
Henri Frénay

Le commissaire délégué à l'administration des  
territoires métropolitains libérés André Le Troquer

(Ordonnance publiée à Alger, au JO n° 47 du 8 juin 1944, p. 449)

## LA RESISTANCE ROUMAINE

La Roumanie moderne découle de l'unification en 1859 de la Valachie et la Moldavie, deux principautés formées au XIV<sup>e</sup> siècle et ayant quatre siècles durant vécu de manière autonome en vassalité de fait à l'égard de l'Empire Ottoman, qui reconnaîtra l'indépendance du pays en 1878 ; le Royaume de Roumanie naissant officiellement en 1881.

Le nouvel Etat roumain va être impliqué trois décennies plus tard dans la Seconde Guerre balkanique qui, du 16 juin au 18 juillet 1913, oppose pour des délimitations de frontières la Bulgarie à la Serbie et à la Grèce, auxquelles la Roumanie apportera son concours. Les troupes roumaines arrivant aux portes de sa capitale Sofia, la Bulgarie baissera les armes et le traité de Bucarest, qui consacra sa défaite, donnera à la Roumanie le territoire frontalier de la Dobroudja du sud.

Lors de la Première Guerre mondiale, alors que la Bulgarie et l'Empire Ottoman choisissent l'alliance avec les Empires centraux d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie, la Roumanie – à qui les Alliés ont promis la Transylvanie et la Bukovine – va se ranger aux côtés de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, de la Serbie, du Monténégro et de l'Empire russe.

Malgré l'occupation d'une grande partie de son territoire, dont sa capitale Bucarest, ce qui l'oblige par le traité du 18 mai 1918 à capituler devant les Empires centraux, la Roumanie va se retrouver dans le camp des vainqueurs, et obtenir des territoires qui doublent sa superficie et sa population – Transylvanie, détachée de la Hongrie et où vivent de fortes minorités hongroises et allemande, Dobroudja, détachée de la Bulgarie, Bukovine et Bessarabie détachées de la Russie (Ukraine, URSS) ou vivent des minorités russe et ukrainienne. Les minorités hongroise (1.300.000), allemande (725.000), juive (780.000), ukrainienne (450.000), bulgare (360.000), russe (300.000), turque et Rom représentent alors 28% de la population.

Si les premières années de l'entre-deux guerres vont être relativement prospères – la Roumanie produit du pétrole, le pays connaît alors une vie démocratique, la crise économique mondiale et de 1929, qui le frappe et le paupérise, va créer un climat favorable au développement d'un courant violemment xénophobe, antisémite en premier lieu. Ce courant trouve son expression politique dans un mouvement fasciste, la «Garde de fer», fondé en 1930 par Corneliu Codreanu et prenant de fait la succession de la Légion de l'Archange Saint-Michel de même tendance qu'il avait créée en 1927.

«La Garde de fer», impliquée dans des attentats, est dissoute à deux reprises, en janvier 1931 et en décembre 1933,

mais se reconstitua sous un autre nom. En décembre 1934, elle participa au congrès fasciste international de Montreux. Et ses idées vont diffuser, 66 députés gardistes sont élus aux législatives de 1937.

En décembre 1937, le gouvernement xénophobe et favorable au rapprochement avec le Reich d'Octavian Goga prive 120 000 Roumains – magyars ou juifs – de leur nationalité, des fonctionnaires non-roumains de souche sont révoqués, des quotas de non-roumains sont instaurés dans l'enseignement. En même temps, une dure répression s'abat sur les militants communistes, socialistes, syndicalistes, démocrates. Beaucoup s'exilent.

### L'ALLIANCE AVEC LE REICH

Le 23 mars 1939, le Reich impose à la Roumanie un accord lui réservant la production de blé et de pétrole roumain contre la fourniture d'armes et de munitions.

Restée neutre lors de l'attaque allemande contre la Pologne, la Roumanie a accepté, après la chute de Varsovie le 27 septembre 1939, que le Gouvernement polonais se réfugie sur son sol avec l'or de la Banque nationale, étape de leur départ vers la France et l'Angleterre. En représailles, les nazis font abattre le 29 septembre le premier ministre roumain Calinescu par la «Garde de fer».

Le rapprochement avec le Reich qui va s'ensuivre ne va pas protéger la Roumanie de la perte des territoires acquis au lendemain de la Première Guerre mondiale. Ainsi, conséquence des clauses secrètes du Pacte germano-soviétique, la Roumanie doit le 28 juin 1940 céder à l'URSS la Bukovine du nord et la Bessarabie. Le 30 août 1940, sous la pression de l'Allemagne et de l'Italie, elle doit céder à la Hongrie la Transylvanie du Nord (43.590 km<sup>2</sup> et 2.185.500 habitants) et, le 7 septembre, la Dobroudja est rendue à la Bulgarie.

Le 4 juillet 1940, le roi Carol de Roumanie avait confié le pouvoir à Ion Gigurtu, favorable à l'Axe, et qui va imposer un parti unique, «le Parti de la Nation». Mais, l'ampleur des concessions territoriales qu'il a dû avaliser va le conduire à abdiquer le 6 septembre 1940 en faveur de son fils, Michel.

Le 14 septembre 1940, après des émeutes populaires ayant débouché sur un massacre, le Maréchal Ion Antonescu – qui avait été nommé premier ministre le 3 septembre, et qui se qualifie lui-même de «Pétain roumain» – prend le titre de «Conducator» (Guide de l'État, analogue aux titres de Führer, Duce, Caudillo...) et proclame la Roumanie «État national légionnaire». La «Garde de fer», qui prend le nom de «Mouvement légion-



*L'évolution des frontières de la Roumanie. Elle doit céder la Transylvanie du Nord à la Hongrie, le sud de la Dobroudja sur la côte à la Bulgarie et, en 1940-1941, le nord de la Bukovine et la Bessarabie à l'URSS. En jaune, la Transnistrie, occupée par la Roumanie de 1941 à 1944.*

naire», entre au gouvernement ; son chef Horia Sima devenant vice-président du Conseil.

Le 10 octobre 1940, la Wehrmacht entre en Roumanie et prend le contrôle des puits de pétrole de Ploesti ; à la fin de l'hiver 1940-1941, ses effectifs en Roumanie atteignent 500.000 hommes. Ils seront 700.000 en juin 1941, car le pays va être une des bases de départ le 21 juin de l'«Opération Barbarossa», c'est-à-dire de l'attaque du Reich contre l'URSS à laquelle la Roumanie va se joindre.

Les armées roumaines participant à l'offensive vont d'abord réoccuper en juillet 1941 la Bukovine et la Bessarabie, puis poursuivre au-delà du Dniestr jusqu'au Prout et Odessa, région (Transnistrie) vouée à l'annexion et qui va servir de terre de déportation pour les Juifs roumains ; et où près de 300.000 d'entre eux seront exterminés par les forces de répression roumaines.

Seize mois plus tard, la 3<sup>e</sup> armée roumaine sera aux côtés des forces allemandes, italiennes et hongroises devant Stalingrad : elle y perdra plus de 200 000 hommes (120.000 tués, 80.000 prisonniers). 18.000 autres s'enrôleront dans les divisions formées par les Soviétiques.

Ces pertes, le sentiment que l'Allemagne peut être vaincue, vont amener le gouvernement roumain à tenter de prendre ses distances avec le Reich, et contribuer au développement de la Résistance.

### RESISTANCE INTERIEURE ET EXTERIEURE

La résistance antifasciste va se structurer sur le sol national et à l'extérieur, dans les pays d'immigration roumaine et en Union soviétique, notamment parmi les prisonniers roumains.

C'est surtout à partir du coup d'Etat d'Antonescu en septembre 1940 et de sa décision d'autoriser la Wehrmacht à entrer et stationner en Roumanie, que, principalement dans l'arc montagneux carpathique, se développent les premiers maquis, qui vont croître à la mesure que

## ...RESISTANTS DE TOUS PAYS

la répression s'accroît, que les persécutions antisémites se développent, que s'étend la conscription ; ils vont être encadrés par des militaires antifascistes. De juin 1941 à août 1944, près de 86.000 condamnations pour ces faits seront prononcées par les cours martiales.

Interdit dès ses premières années d'existence dans l'entre-deux guerres, le Parti communiste roumain, bien que numériquement faible – un millier de membres, s'est engagé dans la Résistance armée conjointement à une stratégie de rassemblement qui débouchera en juin 1943 sur la formation d'un « Bloc National Démocrate » (*Blocul national Democrat*) ; auquel participeront aussi l'Union des Patriotes de Roumanie, le Front des Laboureurs, la Défense patriotique de Roumanie, la Société d'amitié soviéto-roumaine. Ce Conseil de la Résistance nouera des contacts avec les leaders des partis National Paysan, National Libéral...

D'autres formes de résistance existent aussi : sauvetage de Juifs, prise en



La division Todor Vladimirescu entre en Roumanie...

charge des aviateurs alliés abattus dans le ciel roumain...

Avec le concours des communistes roumains réfugiés en URSS, les Soviétiques vont mettre sur pied deux divisions recrutant parmi les déserteurs de l'Armée roumaine et les prisonniers roumains : la division « Tudor Vladimirescu », commandée par les généraux Nicolae Cambra et Iacob Teclu, qui comptera 6.000 hommes à ses débuts et 19.000 à la fin de la guerre, et la division « Horia-Cloca-Crian » (5.000 hommes à la fin de la guerre), commandée par le général Mihail Lascar, qui s'était rendu aux Soviétiques à Stalingrad.

Ces deux divisions vont se joindre à l'armée régulière roumaine quand celle-ci va changer de camp, après le renversement et l'arrestation du dictateur Antonescu sur l'ordre du roi Michel 1<sup>er</sup> le 23 août 1944. Le 25 août, le Roi Michel ayant déclaré la guerre à l'Allemagne et à la Hongrie, les 550.000 hommes de l'Armée roumaine se retournant contre leurs anciens alliés allemands, combattent aux côtés de l'Armée rouge ; l'offensive des forces terrestres roumaines aux côtés des forces Soviétiques les conduira jusqu'à 90 km de Prague.

En Roumanie, un gouvernement de

coalition, le Front démocratique, a été constitué avec des membres des Partis communiste, libéral et national paysan sous la direction du général Constantin Sanatescu.

### EN FRANCE AUSSI...

Venus en France pour échapper à la misère, à la répression, à l'antisémitisme, les Roumains y sont entre 12 et 16.000 en 1938. Lorsque la Guerre débute en 1939, plus de 2.000 expatriés roumains en France s'engagent dans les régiments de marche de volontaires étrangers. Parmi eux des anciens des Brigades internationales, dont nombre avaient avant-guerre intégré les groupes de langue roumaine et yiddish de la Main-d'œuvre Immigrée (M.O.I.), structure proche du Parti communiste français.

La guerre déclarée, la M.O.I. fut au début de la « Drôle de guerre » interdite par le gouvernement Daladier. Dès sa restructuration clandestine au cours de l'automne 1940, Georgehe Vasilichi, futur ministre de l'Enseignement dans la Roumanie d'après-guerre, fut intégré à sa direction aux côtés du Polonais Gronowski ; un atelier placé sous la direction du roumain Lazar Alexandru fut chargé, avec des spécialistes roumains et polonais, de confectionner des faux papiers, des tickets d'alimentation...

Les principales zones d'activité du groupe roumain de la M.O.I se situèrent à Paris, en banlieue (Chaville et Issy-les-Moulineaux), à Marseille, Lyon, Grenoble, Toulouse et Bordeaux...

Le 25 mars 1941, une douzaine de combattants roumains des Brigades internationales internés au camp de Gurs s'évadent lors de leur transfert au camp du Vernet, prélude à leur déportation en Allemagne et rejoignent la Région parisienne où ils s'intègrent à la M.O.I et à ses groupes de combat : parmi eux, Nicolae Cristea (ancien secrétaire du comité de ville de Bucarest du Parti Communiste roumain), qui sera plus tard fusillé en mars 1943 sous le nom de Josef Koplá, Mihai Patriciu, et Francisc Volf alias Joseph Boczov, ancien permanent du Comité de Transylvanie du PC Roumain.

A l'automne 1943, Joseph Boczov est, à la tête du « détachement des dérailliers », l'adjoint de Manouchian à la tête des FTP-M.O.I. de la Région parisienne qu'illustra tragiquement « l'Affiche rouge » : Il est fusillé avec Manouchian et vingt autres de leurs camarades le 21 février 1944 au Mont-Valérien. Sa compatriote, Olga Bancic, membre des Jeunesses communistes roumaines venue en 1938 en France pour échapper à la répression et qui avait rejoint elle aussi les FTP-M.O.I. sera guillotinée

<sup>1</sup> D'autres femmes roumaines participèrent à la Résistance en France, telle Cristina Boico, « Monique », qui participa à de nombreuses actions, notamment contre Julius Ritter et qui devint responsable FTP-MOI pour la zone Nord-Pas-de-Calais et Lorraine.

en Allemagne le 10 mai 1944, jour anniversaire de ses 32 ans.<sup>1</sup>

D'autres Roumains combattirent dans les détachements FTP-M.O.I. de province, y prenant même des responsabilités tel Basil Serban, commandant militaire jusqu'en 1943 des détachements FTP-M.O.I. de Provence avant de gagner Saint-Etienne, ou Mihail Florescu, évadé du camp du Vernet, qui commanda les FTP-M.O.I. du Lot-et-Garonne puis aussi en Provence, Pavel Critescu, commandant des FTP-M.O.I. de la région du Limousin, Gaston Marin dans la Région de Grenoble puis à l'inter-région M.O.I. de zone sud à Toulouse.

En région parisienne, Boris Holban – futur général de l'Armée roumaine après-guerre – commanda de mai 1942 à juillet 1943 les FTP-MOI, dont le 1<sup>er</sup> détachement était composé majoritairement de Roumains.

Présidé par Traian Vuia, un scientifique établi en France depuis l'avant-guerre, le Front national Roumain fut formé à Paris en septembre 1943 et entama en octobre la publication clandestine de *Romania Libera* ; il compta 1400 membres à la Libération.

Au printemps 1944 fut formée l'Association des femmes roumaines de France, dont la présidence fut confiée à Elena Vaschide, veuve du célèbre psychologue Nicolae Vaschide successeur de Bergson au collège de France. Arrêtée, elle fut libérée par l'insurrection de Paris. Existait dès l'avant-guerre une Association des médecins roumains en France. En 1943, plusieurs d'entre eux s'incorporèrent au Comité Médical de la Résistance lié au CNR. Et l'Association des médecins, comme l'Association des Femmes Roumaines, adhéra au Front National Roumain.

Lors de l'insurrection de Paris, un groupe de Roumains rattachés aux FFI du 17<sup>e</sup> arrondissement de Paris libéra, dans la matinée du 22 août 1944, la Légation de Roumanie au 17 de la rue Brémontier ; le même jour fut aussi libérée l'école roumaine de Fontenay-aux-Roses, le 31 août, l'Office du Tourisme roumain, 146, avenue des Champs-Élysées passait sous le contrôle du Front National Roumain en France.

Après avoir continué la lutte dans les rangs de l'Armée française reconstituée jusqu'à la Victoire, beaucoup de résistants Roumains retournèrent dans leur pays pour contribuer à y édifier une Roumanie nouvelle.<sup>2</sup>

<sup>1</sup> Beaucoup connurent les honneurs, eurent les postes de responsabilité ; mais, ultérieurement, alors que s'exacerbait la Guerre froide, plusieurs furent l'objet de suspicion puis de disgrâce. Certains d'entre eux revinrent, dans les années 1970 à 90, s'établir en France.

<sup>2</sup> Quant aux Résistants roumains restés en France, ils devinrent, dans le contexte de la Guerre froide, eux aussi suspects. Le Front National Roumain et l'Association des Roumains Amis de la France furent dissous. Décorée de la Médaille de la Résistance, la doctoresse Maria Rabanu fut expulsée, de même que d'autres médecins roumains résistants, tel le Dr André Herscovici, blessé lors des combats de la Libération de Paris dans le V<sup>e</sup> arrondissement.



## HOMMAGE AUX HEROS DE L'AFFICHE ROUGE

Le dimanche 23 février dernier, plus de 100 personnes se sont retrouvées au Cimetière parisien d'Ivry-sur-Seine pour rendre, comme chaque année depuis la Libération, un émouvant hommage aux combattants étrangers et français du Groupe FTP-M.O.I. MANOUCHIAN-BOCVZOV, fusillés le 21 février 1944 au Mont-Valérien et inhumés à Ivry, dont le martyr a été rendu célèbre par l'Affiche rouge ainsi que par le célèbre poème d'Aragon.

La cérémonie, organisée par l'ANACR avec l'aide de la mairie d'Ivry, était placée sous la présidence d'honneur de M. Kader ARIF, ministre-délégué chargé des Anciens Combattants et Victimes de Guerre, représenté M. Serge BARCELLINI, Conseiller auprès de M. le ministre, et la présidence effective de Louis CORTOT, Compagnon de la Libération, Président de l'ANACR.

On remarquait la présence notamment de M. Romain MARCHAND, maire-adjoint d'Ivry représentant M. le maire, Pierre GOSNAT, de M. Arsène TCHAKARIAN, dernier survivant du groupe Manouchian-Bocsov, de M. Andrea CAVALLARI, Consul général, représentant M. l'Ambassadeur d'Italie, de Mme Eva ZALESKA, Vice-consule, représentant M. l'Ambassadeur de Pologne, de M. le Colonel MARGARYAN, attaché de Défense, représentant M. l'Ambassadeur d'Arménie, de M. le Colonel Octavian BICLINERU, attaché de Défense adjoint représentant M. l'Ambassadeur de Roumanie, de Mme Catherine VIEU-CHARRIER, adjointe à M. le maire de Paris, de Mme Odette CHRISTIENNE, conseillère municipale déléguée de Paris, de Monsieur Jean-Louis DELPUECH, directeur du Service départemental de Paris de l'ONAC, de M. Robert CREANGE, Vice-Président de l'Union Française des Associations de Combattants, l'UFAC, représentant le Président GOUJAT, de M. Georges DUFAU-EPSTEIN, Président de l'Association Nationale des Familles de Fusillés et Massacrés de la Résistance Française. La Direction nationale de l'ANACR était représentée par Louis CORTOT, Président, Jacques WEILLER, vice-Président, Jacques VARIN, Secrétaire général, Jean-Paul BEDOIN, Secrétaire général-adjoint, Christiane TARDIF, membre du Bureau National, celle du Comité de Paris de l'ANACR par Jean-Louis CORTOT, secrétaire général et membre du Conseil national.

Dans son intervention liminaire Louis CORTOT, après avoir rappelé que cette cérémonie prit naissance dès février 1945, et que depuis chaque année, sans jamais s'interrompre, l'ANACR rend hommage au sacrifice des héros de l'Affiche rouge, s'attacha à souligner le caractère multinational du groupe Manouchian-Bocsov : « Ces martyrs et héros de l'Affiche rouge que l'Histoire a appelé le Groupe Manouchian-Bocsov – aux côtés de trois Français – étaient huit Polonais, mais ce n'était pas un groupe polonais ; ils étaient cinq italiens, mais ce n'était pas un groupe italien ; ils étaient deux Roumains mais ce n'était pas un groupe roumain ; deux Hongrois mais ce n'était pas un groupe hongrois ; deux Arméniens mais ce n'était pas un groupe arménien ; un espagnol, mais ce n'était pas un groupe espagnol. Ils étaient des FTP-M.O.I., que rassemblait une profonde fraternité et solidarité internationaliste. »

Elle fut suivie de l'Appel des Morts pour la France lu par Jacques VARIN et Jean-Louis CORTOT.

Puis des Gerbes furent déposées au pied de la stèle de Missak Manouchian par M. Romain MARCHAND, adjoint au Maire d'Ivry, par M. Andrea CAVALLARI, consul général d'Italie, par Madame Eva ZALESKA, vice-consule de Pologne, par M. le colonel MARGARYAN, Attaché de Défense d'Arménie, par Mme Catherine VIEU-CHARRIER, adjointe au maire de Paris, ainsi qu'au nom de M. Patrice JARRY, Maire de Nanterre.

Des gerbes furent aussi déposées par la FNDIRP, l'UCFAF, par l'ANACR de Colombes, l'Association des Garibaldiens, le Comité national du PCF, la section d'Ivry du PCF et le Mouvement Jeunes Communistes, par l'ANACRAF, le C.C.A.F. mission 2015, l'ARAC, le PRCF, le Comité de Jumelage de Bagneux, le MAFP, Convergence citoyenne ivryenne, l'Association pour le Souvenir des Fusillés du Mont-Valérien, l'UJRE, l'Association des Familles de fusillés et massacrés de la Résistance française, et, pour l'Association Nationale des Anciens Combattants et Ami(e)s de la Résistance (ANACR), par Louis CORTOT et Jacques VARIN.

Jacques VARIN, après avoir évoqué la Roumanie de l'entre-deux guerres, avec la montée au milieu des années trente d'un mouvement fasciste, la Garde de fer, le développement de la répression contre les communistes, les démocrates en général, la montée de l'antisémitisme officiel, qui conduisirent nombre d'entre eux à émigrer notamment en France, retraça le parcours d'Olga Bancic et de Josef Bocsov, deux des compagnons de Résistance et de martyr de Missak Manouchian. Il évoqua l'importante participation à travers la France de Roumains à la lutte contre l'occupant nazi, au sein des formations des FTP-M.O.I. et du Front National Roumain.

Puis Jean-Paul BEDOIN rappela que « cette année 2014 est celle du 70<sup>e</sup> anniversaire des débarquements alliés sur le sol de France continentale, et de l'insurrection nationale qui les accompagnèrent, libérant avant la fin de l'année 1944 l'essentiel du territoire national. Cette insurrection, cette libération, Olga Bancic, Missak Manouchian, Joseph Bocsov, Spartaco Fontano, Thomas Elek, Celestino Alfonso, Stanislas Kubaski, Georges Cloarec et leurs 15 autres compagnons de lutte et de martyr des FTP-M.O.I., qui comme eux ne connurent ni l'une ni l'autre, avaient contribué par leur combat et leur sacrifice à les rendre possibles, à les rendre certaines... »

« Il y a 70 ans, le 21 février 1944, au Mont-Valérien, 22 combattants de la Résistance française, de sept nationalités différentes, symboles par leur diversité de cette union au-delà des origines nationales de celles et ceux qui s'étaient dressés contre le fascisme, tombaient sous les balles des nazis. Olga Bancic sera guillotiné le 10 mai 1944 à Stuttgart, le jour de son 32<sup>e</sup> anniversaire... »

« Être fidèles au souvenir des 23 que nous honorons ici, ainsi qu'à celui de tous leurs camarades qui tombèrent sous les coups des nazis et de leurs complices pétainistes, c'est, comme nous le faisons ici chaque année, rendre hommage à leur combat, mais c'est aussi et surtout le poursuivre aujourd'hui et demain dans un monde qui connaît toujours les guerres, le racisme, la xénophobie, en combattant la résurgence des thèses néo-fascistes et néonazies, les discriminations et pour la paix... ». Furent interprétés, « L'Affiche rouge », Le « Chant des Partisans », et « La Marseillaise ».

# DIX-SEPTIÈME «JOURNÉE MÉMOIRE» À MONTÉLIMAR



Vue partielle de l'assistance. A la tribune de g. à dr. Jean Lovie, Jeannine Rolland, Gil Emprin, Jean Rolland, Mireille Monier-Lovie. Les choristes d'Arpège.

## «La Libération du territoire et le retour à la République»

Avec Jeannine et Jean Rolland, anciens Résistants, et Gil Emprin, historien à Grenoble

Choisi comme référence pour sa « Journée Mémoire » par l'ANACR-26 et son comité de Montélimar, le thème annuel du concours national de la Résistance et de la Déportation aura permis au fil du temps de sensibiliser collégiens, lycéens et tout public, à la connaissance de thèmes aussi divers que « Déportées parce que Résistantes », « Le monde rural et la Résistance », « Le travail dans l'univers concentrationnaire nazi », « L'Appel du général de Gaulle et son impact jusqu'en 1945 », « Communiquer pour résister », autour de référents témoins tels que Jean-Louis Crémieux Brilhac, Maurice Voutey, Jean-Pierre Vernant, Lise London, Pierre Sudreau, Marie-José Chombard de Lauwe, Henri Rol Tanguy, Raymond et Lucie Aubrac, Pierre Fugain, Marc Ferro, Charles Palant, et bien d'autres, plusieurs d'entre eux nous ayant hélas quittés depuis...

Dans ce contact privilégié entre générations, mobilisant chaque année 300 à 400 collégiens et lycéens - plus de 5 000 jeunes depuis la première de 1997 - semblait jusqu'à présent se dégager le sentiment que la Déportation, l'enfer concentrationnaire par son horreur mobilisait davantage les esprits que la Résistance. Est-ce la conséquence du 70<sup>e</sup> anniversaire de la Libération du territoire, la charge émotionnelle de l'année 1944, la qualité des invités, chacun aura été impressionné par l'écoute, la pertinence et la richesse des questions posées, le profond respect autant de la parole des trois personnalités invitées que du chant des Partisans en ouverture et la Marseillaise en clôture, donnés par les 40 choristes d'Arpège ». Tout le contraire de la « zapping génération »...

Avec un débat animé par Mireille Monier-Lovie et Jean Lovie avaient été conviés autour de l'historien Gil Emprin, agrégé d'histoire, spécialiste de la Résistance en Rhône-Alpes, deux anciens Résistants des maquis drômois en 1944, Jeannine et Jean Rolland, acteurs et témoins des combats, parfois de drames vécus, notamment à Die en juillet 1944 ou la Libération de Valence. Ce fut l'occasion pour les scolaires de prendre

conscience de la diversité de la Résistance, résistance de la « première heure » pour Jeannine, plus tardive, en 1942, pour Jean, issu d'une famille « maréchaliste ». Alors que l'historien pouvait tracer les grandes lignes de l'évolution des événements et leur sens, les Résistants purent témoigner de la réalité de leur action et répondre à toutes les questions d'élèves préparées grâce au travail préparatoire pédagogique des professeurs mis longtemps auparavant en relation avec l'association, pour travailler le thème abordé ; au nombre de celles-ci : « Y avait-il beaucoup de jeunes dans la Résistance ? », « Avez-vous pensé au fait que vous pouviez être arrêtés ou torturés ? », « Que saviez-vous de la Déportation et du génocide juif en tant que Résistant ? avez-vous été amené à tuer, si oui comment avez-vous réagi ? », « Avez-vous participé à la restauration de la République ? », « Avez-vous vécu l'épuration ? »...

Le public, jeune et moins jeune aura gardé une forte impression à l'écoute des anciens Résistants, ceux-ci ne cherchant pas à « raconter l'histoire » se bornant à témoigner dans la simplicité de la vérité, parfois bouleversante, de leur vécu. Les sanglots de Jean Rolland à l'idée de tuer un ennemi, dans le contact rapproché, restera longtemps dans les esprits autant que la révolte de Jeannine à propos de faits vécus à la Libération. Rarement, le prix payé pour la Liberté n'aura à ce point revêtu tout son sens.

Comme chaque année, les invités ont été conviés par la Ville de Montélimar pour un apéritif d'honneur, avec inscription au livre d'or. Le Sous-Préfet de Nyons, Bernard Roudil, présent par ailleurs à la conférence au nom du Préfet de la Drôme, Didier Lauga, a tenu à exprimer par un message le ressenti du représentant de l'Etat : « **Je tenais à vous dire que cette rencontre avec de nombreux élèves a été de très grande qualité, a suscité beaucoup d'émotion. Ce genre de rencontre que vous organisez chaque année est d'un grand intérêt, pour la mémoire collective et l'éducation de nous tous.** »

## HOMMAGE AU COLONEL FABIEN



De gauche à droite : Le colonel Fabien. Louis Cortot, Monique Georges et Jacques Weiller déposent la gerbe de l'ANCR sur la sépulture de Fabien et de ses compagnons. Monique Georges. Jean-Louis Cortot et Vincent Pascucci se recueillent sur la tombe de Pierre Villon.

Comme chaque 27 décembre, date anniversaire de la mort en 1944 à Habsheim de Pierre Georges, le colonel Fabien, un hommage lui a été rendu au Père-Lachaise. Jacques Varin a évoqué ce que furent les engagements et combats de Fabien, de l'Espagne à la Résistance et au 15-1, devant une Assistance au premier rang de laquelle se trouvait Monique Georges, sa fille.

Puis tous se rendirent sur la tombe de Pierre Villon, toute proche.

La Direction de l'ANACR était représentée par Louis Cortot, Compagnon de la Libération, Président, Jacques Weiller, vice-président, Jacques Varin, secrétaire général, Christiane Tardif, membre du Bureau National, Jean-Louis Cortot et Vincent Pascucci, membres du Conseil National.

On notait la présence de représentants de l'Amicale du 15-1, de l'ACER, de l'ARAC, des comités ANACR de Paris, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Essonne.

**Chaque mois, les Comités ANACR ont à déplorer le décès de vaillants camarades qui se distinguèrent dans les combats de la Résistance et de la Libération. La Di-**

**rection Nationale de l'Association et son journal adressent aux familles et amis des disparus leurs condoléances et l'expression de leur fraternelle affection.**

## **Guerrino-Raymond TREPPO (Seine-Saint-Denis)**

Né en 1922 à Tarvisio (Frioul) en Italie, Guerrino-Raymond Treppo, alors âgé de 4 ans, arriva en France avec sa mère et son frère aîné, pour rejoindre son père immigré, travaillant dans les mines de charbon du plateau Matheysin en Isère, à une quarantaine de km de Grenoble. Ayant connu une petite enfance très difficile, la vie des familles de mineurs étant rude, il est embauché à 18 ans par un sous-traitant de la Mine ; puis, à l'âge requis, il devient mineur de fond pour extraire l'antracite, charbon de chauffage qui alimentait le Dauphiné. En juin 1943, il adhère aux Jeunesses communistes et au PCF clandestins, s'engageant dans la Résistance, continuant à être mineur car réquisitionné par la mine, il participe à la diffusion des tracts et journaux clandestins du Front National et de la CGT, notamment : *les Allobroges, la Vie Ouvrière, La Tribune des Mineurs, le Travailleur Alpin*, dans les communes environnantes : Susville, La Mure, Notre-Dame de Vaulx, Pierre Châtel, plusieurs fois par semaine de juin 1943 à juin 1944. La deuxième quinzaine d'avril 1944, il est servant de FM au camp du Psychagnard, il participe à la récupération et au transport d'explosifs, mèches et cordeaux, de détonateurs et d'armes de poings nécessaires aux sabotages de la production de combustibles allant à l'ennemi. Sous le pseudonyme de «Bernadet Augustin», il participe à l'action des FTPF de l'Isère et en juin 1944 rejoint le 1<sup>er</sup> Bataillon F.F.I. placé sous les ordres du capitaine Joseph Mialonier (pseudonyme «Jo Valence»). Début juin 1944, il participe à un accrochage avec des éléments allemands en Valjouffrey, du 17 au 25 juillet aux combats de Sinard, action de soutien durant l'attaque du Vercors, à des sabotages ferroviaires servant au transport du charbon du bassin de La Mure pour les besoins des industriels travaillant pour l'ennemi, à des minages de routes en août 1944 et à des attaques contre les colonnes ennemies dans la Matheysine et le Vaibonnais, ainsi qu'à divers affrontements dans la vallée du Drac, aux combats du Pont du Prêtre le 5 août 1944 (opération de retardement et de décrochage), au combat du Col d'Ornon le 8 août 1944, lors de l'offensive de la 157<sup>e</sup> division allemande sur l'Oisans par le Valbonnais, aux combats de la libération de Grenoble, à Lancey, Domène et Gières où l'ennemi fut définitivement stoppé et du abandonner armement, matériel et conduit à capituler (du 19 au 23 août 1944). Il s'engage ensuite dans l'Armée des Alpes, 1<sup>er</sup> bataillon de marche FFI, combattant dans le Grésivaudan et le Briançonnais. Intégré au 6<sup>e</sup> bataillon de Chasseurs Alpins à la Caserne Bayard à Grenoble, il se rend ensuite en Maurienne et au Mont-Cenis comme éclaireur-skieur. Après la Libération, Guerrino-Raymond Treppo se réengage pour six mois à compter du 1<sup>er</sup> septembre 1944, il fait partie de la compagnie «Sapin» unité envoyée en renfort en Briançonnais jusqu'en novembre 1944 ; sa mission accomplie, cette unité est affectée au 6<sup>e</sup> Bataillon de Chasseurs Alpins. Ses services clandestins et militaires auront été effectués en totalité dans la zone des Armées (guerre) du 1<sup>er</sup> mai 1944 au 1<sup>er</sup> mars 1945. Le capitaine Valence écrira : «Treppo a fait preuve, sous mes ordres, d'un profond attachement au Pays et d'un sens élevé du devoir». Le 5 septembre 1944, il rece-

va le diplôme décerné par le CMN-FTPF et signé par Charles Tillon. Son engagement terminé, Guerrino-Raymond Treppo est démobilisé le 28 février 1945 et sera naturalisé français le 10 septembre 1947. En 2006, âgé de 83 ans, il publiera ses mémoires dans un livre intitulé «La chance de ma vie», titre faisant référence à son adhésion au PCF et dans lequel plusieurs pages sont consacrées à la Résistance. Guerrino-Raymond Treppo nous a quittés le 17 février 2013 à l'âge de 90 ans. Il était membre du comité local de l'A.N.A.C.R. de St-Denis (93).

## **Abel GUIGON (Drôme)**

Né en 1920 dans une famille modeste d'agriculteurs, Abel Guigon est orphelin de mère à 11 ans. Ce deuil perturbera toute son enfance. A l'adolescence, il entre en apprentissage dans divers corps de métiers. Réfractaire au S.T.O en Allemagne auquel il est convoqué en février 1943, il entre en illégalité, se mettant au service de la Résistance. Pris lors d'une rafle par la Gestapo, il est conduit au siège de celle-ci, d'où il parvient à s'enfuir. Arrêté quelques semaines plus tard sur dénonciation par la Milice, il est condamné et emprisonné. A l'occasion d'un transfert, il réussit à fausser compagnie à ses gardiens et rejoint l'organisation de la Résistance et est affecté à l'état-major FTPF, puis FFI de l'Ardèche. Puis il contracte un engagement dans l'Armée de la Libération. Rendu à la vie civile, il a été un militant actif au Mouvement de la Paix et dans le milieu syndical. Il était titulaire des Croix du Combattant et du C.V.R. et du TRN.

## **Michel MAZEAS (Finistère)**

Né le 14 février 1928 à Ploaré, commune aujourd'hui réunie à Douarnenez, dans la famille d'un marin-pêcheur l'été et maçon l'hiver, et d'une ouvrière de conserverie de sardines, Michel Mazéas avait 12 ans quand Douarnenez fut occupée, et 16 ans quand la ville fut libérée. Il adhère aux Jeunesses communistes dans les combats de la Libération, sa maison familiale servant alors de PC. En 1944, il entre à l'Ecole Normale d'Instituteurs de Quimper ; sa première affectation se fera en octobre 1948 à Saint-Philibert-en-Tréguinc. Par la suite, il obtiendra une licence d'Histoire-Géographie à la Faculté de lettres de Rennes. Devenu PEGC en 1964, il sera affecté au C.E.G. puis au Lycée technique de Douarnez jusqu'à sa retraite en 1983. Militant communiste et syndicaliste de l'enseignement, il fut élu conseiller municipal de Douarnenez en 1969 et maire de la ville pendant 24 ans, de 1971 à 1985. «Je suis indéfectiblement attaché aux valeurs de la Résistance» avait-il affirmé en 2006 lors de la création de l'Association des Ami(e)s de la Résistance du Finistère. En 2010, avec le soutien du sénateur-maire Philippe Paul, lui aussi «Ami de la Résistance», il organisa la «troisième Randonnée de la Résistance», la première Randonnée en ville, à Douarnenez, sa ville.

## **Fernand DAVY (Puy-de-Dôme)**

Né en Normandie, Fernand Davy est disparu en décembre 2013 à l'âge de 89 ans. Entré en Résistance, il fut arrêté et, après des interrogatoires musclés, déporté au Struthof (Alsace) puis à Dachau. Il fut porte-drapeau de l'UNADIF, fit partie des conseils d'administration du musée de la Résistance et de la Déportation

de Chamalières, du Concours du Prix de la Résistance et de la Déportation. Il fit de nombreux témoignages dans les lycées ou collèges pour sensibiliser la jeunesse sur son vécu dans les camps de l'horreur. Il était officier de la Légion d'honneur.

## **Germaine VALLIER, Alba LLORENTE, Christian MICHELET (Isère)**

Entrée très tôt en résistance en janvier 1941, Germaine Vallier organise et participe aux manifestations de femmes à la Mairie de Vizille ou à la Préfecture de Grenoble pour obtenir l'amélioration du ravitaillement. Elle y retrouve ses amies Yvonne Bontoux, camarade de travail à l'Alliance Textile, Marie Mathieux, Yvonne Berthet, Joséphine Berthon... Le 2 mars 1942, elle crée avec son mari Louis Vallier (secrétaire du Parti Communiste), Yvonne Bontoux et Maurice Guichard, un groupe des FTPF, sous le nom de «Détachement Muller», du nom d'un patriote de Froges fusillé par les Allemands. Le groupe s'étoffera par la suite avec Maurice Chauvin, Marcel Champion, Georges Dailencourt, Charles Rousset du Péage, Marius Troussier, Roger Perrin, Elie Berthet et son épouse Yvonne, Gaston Millin... L'activité principale du groupe de résistants était le sabotage industriel pour stopper ou ralentir la production des usines presque totalement envoyée en Allemagne : dynamitage des pylônes électriques de Montchaboud et Saint-Sauveur, centrales hydrauliques, chaudières des Forges et VFD, voies de chemin de fer de La Mure à Saint-Georges-de-Commiers... Avec Germaine, les femmes du groupe participent aux distributions de tracts, décorations patriotiques de monuments - alors interdites - hébergement de résistants tel Roger Bini (plus tard arrêté et déporté), travail de liaison avec les FTP de Grenoble, participation à la confection de bombes... Germaine Vallier sera inquiétée suite à une distribution de tracts. Le détachement Muller était un groupe très actif qui paya lourdement le prix de son engagement (avec la mort de Maurice Chauvin et Charles Rousset, des parents d'Yvonne Bontoux, abattus par les nazis), avec l'arrestation de Marcel Champion qui mourra en déportation, suite aux journées tragiques des 17 et 18 février 1944, lors desquelles plus d'une vingtaine de personnes furent arrêtées et déportées. Un frère de Germaine, Roger Goubet, trop jeune pour faire partie du groupe Muller, rejoindra le Maquis de l'Oisans et sera abattu au cours de l'offensive allemande de 1944 à l'âge de 26 ans. A la libération de Vizille en août 1944, elle sera la seule femme membre du Comité de libération de la ville jusqu'aux élections municipales de mars 1945. Elle sera ensuite adjointe au maire de Vizille de 1953 à 1973. Elle exprimera aussi son sens profond de la solidarité en créant le Comité local de l'Union des Femmes Françaises (UFF) dont elle sera Présidente. Soucieuse de faire reconnaître aux combattants de la Résistance tous leurs droits et d'en transmettre les valeurs, elle créera avec Yvonne Bontoux le Comité local de l'ANACR dont elle était Présidente d'Honneur.

Disparue à 102 ans, Alba April Llorente était née en Italie à Valle Massa, dans une famille de tisseurs. Son père émigra en France, à Vienne, pour trouver du travail, sa famille le rejoignant en 1922. Alba obtint le certificat d'étude en 1924 et, après un apprentissage de couturière, elle fut ouvrière de textile. Sa

famille subissant la crise de 1929, Alba participe à la grève de 1932 ; elle se maria le 20 octobre 1933 avec un Turinois, dont elle fut rapidement veuve. La guerre venue, la défaite de la France consommée et le régime pétainiste mis en place, Alba entra très vite en Résistance avec son frère Valdo, qui fut nommé le 1<sup>er</sup> janvier 1943 commissaire aux effectifs dans la 1<sup>re</sup> compagnie FTPF et chef de groupe FFI sous les ordres de H. Guillot («Commandant Lucien»). Alba était elle-même agent de liaison, transportant des tracts, de la nourriture, des armes. Un jour, transportant des armes avec Jeanne Massicart, sa valise s'ouvrit, répandant le contenu sur le trottoir alors que deux soldats allemands étaient tout proches. Sans s'affoler, elles ramassèrent les armes... Alba se maria en 1949 avec César, un cordonnier, la nationalité française lui fut refusée en 1951...

Christian Michelet était entré en Résistance dans un groupe du Front Patriotique de la Jeunesse, qui fusionnera en octobre 1943 au sein des Forces Unies de la Jeunesse Patriotique (FUJP) en Région parisienne. En 1942, il avait été recruté par le réseau Ajax dépendant du BCRA, participant à des missions de renseignements. Blessé lors de la Libération de Neuilly, il rejoint fin 1944 la région Rhône-Alpes et est affecté à la 27<sup>e</sup> demi-brigade de chasseurs alpins, participant à la campagne de Maurienne et d'Italie, à la campagne d'Autriche ; il reçut la Médaille militaire pour le 50<sup>e</sup> anniversaire de la Victoire. Il était membre du Comité départemental isérois de l'ANACR et du comité cantonal de Saint-Egrève de l'ANACR.

## Georges GUIDOLLET (Haute-Savoie)

Né en 1920, étudiant à Lyon et sa famille résidant à Montceau-les-Mines, Georges Guidollet franchit à de nombreuses reprises la ligne de démarcation pour assurer des missions clandestines. Entré au Mouvement Franc-Tireur, il devient collaborateur de l'historien Marc Bloch, entre en contact avec le journaliste du Progrès Georges Altman pour la diffusion de journaux clandestins ; ce qui le conduira en Haute-Savoie pour y trouver des imprimeurs pour *Franc-Tireur*, prenant aussi contact avec des personnalités locales de la Résistance. Réfractaire au S.T.O., il se réfugiera en Haut-Chablais. En janvier 1944, Marc Bloch et le directeur de Franc-Tireur vont charger Georges Guidollet (qui a pris le pseudonyme de «Ostier») d'assurer la direction des Mouvements Unis de Résistance (M.U.R.) de Haute-Savoie. Devenu président du Comité départemental de libération, il assure l'intérim préfectoral du 19 août 1944 jusqu'à la nomination d'Irénée Revillard, le 6 septembre 1944. Après la guerre, il assura des fonctions de cadre supérieur à la Sécurité sociale Minière et à la CAF de Montceau-les-Mines. Il fut coauteur du livre *Libération d'Annecy et de la Haute-Savoie*. Il était officier de la Légion d'honneur.

## André VERRIER, Jean DESPUJOLS (Gironde)

Né le 6 février 1919, à Château-Renault, André Verrier fut orphelin de père à 9 ans. Il commença à travailler dès l'âge de 14 ans. Mobilisé le 28 novembre 1939, il est affecté au 90<sup>e</sup> Régiment d'Artillerie de Campagne (R.A.C.). Fait prisonnier dans l'Orne lors de la campagne de France, il est interné à Alençon puis envoyé dans un stalag en Prusse-Orientale. S'en évadant le 15 avril 1941, il gagne l'Union Soviétique où il est interné avec plusieurs dizaines d'autres Français évadés. Après l'attaque de l'Union Soviétique par l'Allemagne nazie, il embarque à Arkhangelsk, fin

15 avril 1941, avec 185 camarades conduits par le capitaine Pierre Billotte, sur le navire *Empress of Canada*, à destination du Royaume-Uni qu'il rejoint le 9 septembre 1941. Engagé dans les F.F.L. sous le nom de Meunier, affecté au 1<sup>er</sup> Régiment d'Artillerie coloniale (1<sup>er</sup> R.A.C.), il rejoint au Proche-Orient la 1<sup>re</sup> Brigade commandée par Koenig en mai 1942 à Bir-Hakeim en Libye. Lors de l'évacuation de la position dans la nuit du 10 au 11 mai 1942, il est fait prisonnier. Interné deux mois à Benghazi en Libye, il est transféré en Italie au camp de Sulmona à Bergame. Evadé le 9 septembre 1943, caché dans la montagne, il passe en Suisse en janvier 1944 où il restera interné jusqu'au 30 août 1944. Il rejoindra la 1<sup>re</sup> DFL et le 1<sup>er</sup> RAC à Lyon le 8 septembre 1944, et participera aux opérations de Belfort et d'Alsace. Grièvement blessé le 7 janvier 1945, il est hospitalisé jusqu'en juin 1945 et démobilisé en avril 1946. Fait Compagnon de la Libération le 17 novembre 1945, il était Commandeur de la Légion d'Honneur, Médaille militaire, Croix de guerre et du Combattant volontaire, Médaille de la Résistance, Croix de CVR, du Combattant 39/45 et d'autres décorations. Décédé le 28 décembre 2013 à Lesparre-Médoc, il était le dernier Compagnon de la Libération en Aquitaine.

Jean Despujols entra en Résistance par la diffusion de tracts et journaux clandestins, en tentant de mettre sur pied un groupe dans son secteur du Réolais. A la Libération, il s'engagea dans la 1<sup>re</sup> Armée qui combattit jusqu'à la victoire finale en Allemagne ; il n'avait pas alors 20 ans. Maire de son village - Noailac - pendant 36 ans, il était depuis une vingtaine d'années Président du Comité ANACR de la Réole.

## Jean-Marie CHALAU, Marcel ROCHE, Yvon BALLE (Corrèze)

Né le 9 juillet 1924 à Le Lonzac, dénoncé comme Résistant, Jean-Marie Calaux doit passer à 20 ans dans la clandestinité dans le secteur de Saint-Augustin puis de Naves. Il est affecté au PC de l'Armée Secrète (AS-Corps Franc de Tulle) sous les ordres du lieutenant Hounau alias «Hubert», installé au château de Bach : le PC «Henriette». Ce groupe de l'AS compte une vingtaine de jeunes de Chamboulive et Le Lonzac. Il est chargé des relations téléphoniques entre le château et les légaux de Tulle. A la libération de la ville, il accompagne le PC de l'AS qui se déplace à la caserne du Champ de Mars. Il était titulaire de la carte de CVR. Membre de l'ANACR, il avait accordé son témoignage pour le DVD «Faits de Résistance en Corrèze».

Marcel Roche était depuis 1939 au 126<sup>e</sup> RI dans la Compagnie du Capitaine Brigouleix. A l'armistice de juin 1940, le Capitaine, avant de partir à sa démobilisation fin juin 1940, réunit les sous-officiers d'active leur disant avoir entendu l'Appel du Général de Gaulle, en leur demandant de faire tout leur possible pour rejoindre l'Afrique du Nord. Début juillet 1940, avec son camarade Geneste, il gagne Port-Vendres pour essayer - sans succès - d'embarquer. Après 5 jours d'autres d'essais infructueux par la frontière espagnole, il revient à Brive. Le 126<sup>e</sup> RI est dissous et remplacé par le 41<sup>e</sup> RI à la caserne Brune. Ayant repris contact avec le capitaine Brigouleix, qui le met en contact avec les capitaines Faro et Guedin, avec Jugie dit «Gao», il participe de septembre à novembre 1942, jusqu'à l'invasion allemande de la zone sud et à la dissolution de l'Armée d'Armistice, à la sortie de matériel et d'armes de la caserne et à leur dissimulation. En congé d'armistice, affecté au placement des civils requis pour la garde des voies, il est début

1943 chargé par l'Armée Secrète de déterminer les endroits favorables aux opérations de parachutage ainsi que les lieux d'implantation de futurs camps de maquis, car beaucoup de jeunes, venus d'Alsace et de Bretagne, se trouvaient dans des fermes où ils avaient passé l'hiver 1942-1943. L'un des premiers maquis de l'Armée Secrète était installé à Estivaux dans les ruines du château de Combom, avec pour responsable Joseph Lavarec. Devenu trop important, ce camp, est divisé en juillet 1943 en deux parties : l'une s'installe à Brochat dans le secteur d'Allasac-Donzenac et par la suite à Sainte-Féréole avec comme responsables Lavarec et Romain, l'autre prenant position dans le secteur de Vigeois-Troche au moulin de la Mégie sous la responsabilité de Thomas Henri. En décembre 1943, le capitaine Guedin, désireux reprendre Thomas avec lui, demande à Marcel Roche de prendre la direction de ce camp sous le nom d'Allias Vialle. Sa mission de chef de camp terminée, il est à la Libération affecté à la compagnie de Brive le 15 août 1944, continuant la lutte avec l'Armée Secrète qui va se fondre dans le RCML puis dans la Brigade Alsace-Lorraine de Chasseurs. La capitulation allemande du 8 mai 1945 le trouvera à Bregenz, à la frontière autrichienne.

Natif du Finistère, Yvon Bales était venu avec ses parents en Corrèze. Il participa aux actions visant à retarder la division Das Reich lors de sa remontée vers la Normandie, faisant partie, comme ses frères Pierre et François, de l'«As de Cœur». Puis il participa à la campagne d'Allemagne et d'Autriche intégré dans la 2<sup>e</sup> DB. Il était Chevalier de la Légion d'Honneur, Médaille militaire, Chevalier de l'Ordre National du Mérite, Croix du Combattant Volontaire de la Résistance, Croix de Guerre 1939-1945.

## Marc DIOCHON, Simone COINDART, Paul MAITRE (Saône-et-Loire)

En juin 1944, Marc Diochon avait rejoint le maquis de Sibérie-Vauxrenard, avec lequel il participa à de nombreuses opérations et parachutages. Le 15 août 1944, une partie du Bataillon se joignit aux maquis de la Vallée d'Azergue pour l'attaque et la libération de Lyon le 5 septembre. Il était titulaire des Croix du Combattant et de CVR.

Simone Coindart, était mariée à Armand Aujas, militant communiste déjà dans la Résistance à Juliéas. Ayant dû fuir en passant par Lyon, ils apprirent en route la mort tragique de leur oncle Alphonse Burdot. Rejoignant à Bourg-en-Bresse dans la clandestinité, ils furent hébergés par des amis à Mizériat, d'où Armand coordonna les actions de groupes FTP de l'Ain, Simone étant agent de liaison entre l'Ain et Mâcon, autre centre de Résistance. Plus tard, avec son second mari, Marcel Coindart (ancien commandant du Maquis Sibérie-Vauxrenard), Simone participa à la création du comité ANACR Saône-Beaujolais.

Paul Maître, décédé en novembre 2013 à 88 ans, avait rejoint le maquis du Jura en 1943 à Beaufort dans Jura en 1943 à Beaufort, dans le groupe «Pigeon». En 1944, après la libération de Lons-le-Saunier, il s'engagea dans l'armée et combattra jusqu'en Allemagne, d'où il reviendra fin 1946. Trésorier du comité local ANACR de Saqy-Revermont, il en prendra la Présidence en 1983 et participa activement à la vie de l'ANACR.

L'ANACR de Saône-et-Loire a aussi été affectée par les disparitions d'André PROTAT, décédé le 27 février à l'âge de 94 ans, de Joseph CARRIERE, ancien combattant résistant du maquis de Cluny, décédé à 90 ans.

Mon père, René FROMENT, né à Metz le 15 mars 1922, a participé à la Résistance et a été arrêté par les Allemands, dans la Vienne. Il fut déporté au camp de Buchenwald, il y passa deux années, du 26 juin 1943 au 11 avril 1945, date de libération du camp. Il était porte-drapeau de l'ANACR, participant durant 30 ans à toutes les cérémonies du souvenir organisées à Metz et dans sa région, et ce, dans son costume rayé de déporté. Il est décédé le 2 janvier 1977 à Metz. Comment obtenir tous renseignements le concernant, toutes archives relatant tout son parcours ? Je fais cette recherche pour que mes enfants sachent ce qu'a fait leur grand-père pour la France. Merci à toute personne qui pourra m'aider...

Contacteur Michel DESFORGES  
E-mail : [mdesforges1@gmail.com](mailto:mdesforges1@gmail.com)

\*\*\*

Je recherche toute information sur le Commandant SAILLANT, commandant du 2<sup>e</sup> Bataillon du 4<sup>e</sup> Régiment FFI du Rhône, qui - sur un papier à en-tête du Centre Professionnel de Saint-Laurent-d'Agnay (14<sup>e</sup> région militaire FFI) - a établi en 1944 après la Libération un certificat attestant que Fédor KOUDELIN, prisonnier soviétique évadé d'un transport le conduisant avec d'autres prisonniers soviétiques vers Bordeaux pour travailler aux fortifications du Mur de l'Atlantique, avait rejoint son bataillon FFI le 9 mai 1944 pour reprendre la lutte contre les Allemands, participant à plusieurs opérations, destructions de ponts et voies de communications, à la libération de Lyon, Saint-Etienne et Villefranche. Au moment de la constitution des camps de regroupement de prisonniers soviétiques libérés, il fut transféré à celui de la Part-Dieu à Lyon.

Qui pourrait me donner des renseignements sur le commandant Saillant, sur le 2<sup>e</sup> bataillon du 4<sup>e</sup> régiment FFI du Rhône, sur ces événements. D'avance merci pour toute information.

Contacteur Alexandre KOUDELIN  
E-mail : [alexuris@yahoo.fr](mailto:alexuris@yahoo.fr)

\*\*\*

Mon père, Lucien LIROU, boulanger à Pau pendant la guerre, fournissait la Résistance en pain et y est entré. Comme il connaissait Paris, il allait y chercher des Juifs, leur faisait passer la ligne de démarcation et, avec la complicité de ses amis, les cachait à Pau, à Plaisance-du-Gers, son village natal ; il est décédé le 25 mars 2009. Il doit recevoir à titre posthume la médaille des Justes le 25 mars au Mémorial de la Shoah.

Je ne connais pas le nom du réseau auquel il appartenait. S'il existe encore des personnes vivantes de ce réseau, j'aimerais qu'elles puissent en être informées et pouvoir entrer en relation avec elles.

Contacteur Josiane LIROU  
Tél. : 06 64 30 92 91  
E-mail : [josiane\\_lirou@bbox.fr](mailto:josiane_lirou@bbox.fr)

\*\*\*

Je fais des recherches sur ma famille qui a quitté Paris pendant la guerre de 39/45 pour se réfugier en Dordogne à Carlux.

Mon père Paul YSLOÏZ (je n'ai pas actuellement en ma possession sa fausse carte d'identité l'identifiant sous un autre nom...) avait un atelier de maroquinerie à Rouffillac, au 1<sup>er</sup> étage d'une maison qui a été brûlée par la division *Das Reich*, certainement le 8 juin 1944. Au r.d.c. exerçait un menuisier.

Une stèle a été érigée à cet emplacement car plusieurs villageois ont été fusillés à cette occasion, notamment le menuisier et les restaurateurs Cayre. On nous a rapporté (pas mon père, très discret sur cet épisode de sa vie...) qu'appartenant au maquis, il les aurait prévenus mais en vain... Lui-même a été épargné.

Je souhaiterais savoir si quelqu'un a des renseignements sur cet événement, s'il y a des archives à consulter sur place (j'habite la Région parisienne) ou si l'on peut m'orienter vers des personnes ou associations pouvant me renseigner...

Contacteur Martine ROCCHI  
Tél. : 06 81 16 96 95

E-mail : [martine.rocchi@yahoo.fr](mailto:martine.rocchi@yahoo.fr)

\*\*\*

Georges Charles EVENDEN, né le 4 septembre 1910, faisait partie du Royal West Kent Regiment 4<sup>th</sup> division-British expeditionary Force, Private nb 6341213. Il fut capturé à Cassel le 28 mai 1940.

S'étant évadé, il rejoignit la Résistance française et Edmond DOMPSIN à Lomme (Nord). Il fut recapturé par la Gestapo le 24 septembre 1943. Qui pourrait me donner des informations sur Edmond Domsin, ses activités de Résistance ? Ets-ce que le nom de Louis Le Blanc évoque quelque chose ? Qui pourrait me dire où chercher ? Merci par avance.

Contacteur Bernard BAKER

E-mail : [bernardbaker@blueyonder.co.uk](mailto:bernardbaker@blueyonder.co.uk)

\*\*\*

Je recherche le groupe ou mouvement d'appartenance de mon grand-père Gabriel Braun (1924-1985 Tarbes) dans la Résistance. Agée de neuf ans lors de sa disparition, mon intérêt ne se portait pas alors sur son action résistante. C'est bien plus tard en questionnant ma grand-mère que j'ai pu recueillir quelques éléments qui prouvent son implication dans la Résistance et qui le rattachent peut-être au « groupe Pierre » ou aux FTPF selon mes hypothèses.

Je souhaiterais vivement être mise en relation avec un ancien membre du groupe « Pierre » pour corroborer les témoignages en ma possession. D'avance merci.

Sandrine BRAUN- ESPOUEY  
6 E, quai de l'Adour - 65000-TARBES  
E-mail : [geneabraun@cegetel.net](mailto:geneabraun@cegetel.net)

\*\*\*

Je recherche des informations - pour rédiger leurs biographies - sur Robert DELHAYE né le 13 février 1916 à Calais et décédé le 17 juin 1983, membre du groupe FTPF Calais et qui était titulaire de la Croix de Guerre et des médaille des Evadés, ainsi que sur Renée GRANPERA-POURRE, née le 12 septembre 1899 et décédée le 1<sup>er</sup> août 1967 à Calais, du groupe FTPF de Calais

et qui était titulaire des médailles Commémorative 39-45 avec barrette Libération et de Reconnaissance de la Nation.

Contacteur René VANDEKORHNUYSE  
Samain, 62219-LONGUENESSE  
Tél : 03 21 38 18 05.  
E-mail : [vdk-rene@orange.fr](mailto:vdk-rene@orange.fr)

\*\*\*

Mon grand-père maternel Germain, Marceau FRERET aurait été dans la Résistance sous les ordres du colonel Fabien : je n'ai aucun élément à ce sujet. Qui pourrait me donner des renseignements ?

Contacteur Christophe BUHLER  
705 chemin de la Thuillière, Résidence Khamish, Appartement 2C. 13400-AUBAGNE  
Tél : 06 02 13 92 05.  
E-mail : [christophe4389@laposte.net](mailto:christophe4389@laposte.net)

\*\*\*

Je souhaite savoir si Jean Moulin a participé au début de la Résistance à une réunion à laquelle aurait assisté ma tante (Laure Cuberlie) et mon oncle à l'Hôtel du Lion d'Or à Saint-Geniez-d'Olt (12). Qui pourrait me renseigner ?

Contacteur Helène RIFFAUD  
Le Maine Guillen  
16190-AIGNES et PUYPEROUX  
Tel : 05 45 60 25 80  
E-mail : [helene.riffaud@hotmail.fr](mailto:helene.riffaud@hotmail.fr)

\*\*\*

Je souhaiterais des informations concernant l'éventuelle implication de mon grand-père René GOULIAS, ainsi que son frère Francis GOULIAS (tous deux de Lorient), dans les FFI à Lorient (56100). Qui pourrait m'en donner ou me dire où en trouver ?

Contacteur Christian GOULIAS.  
E-mail : [christian.goulias@hotmail.fr](mailto:christian.goulias@hotmail.fr)

\*\*\*

Fils de Marius MARCO, Résistant membre de l'ANACR décédé en 1982, je suis à la recherche de tous documents, témoignages et états de services qui me permettraient de reconstituer son parcours de Résistance. Qui peut m'aider ?

Contacteur Max MARCO  
11 rue Jules Masseret. 34290-ABEILHAN  
Tél : 04 67 39 17 25  
E-mail : [maxmarco1@aol.com](mailto:maxmarco1@aol.com)

\*\*\*

Depuis plusieurs années, ma sœur et moi essayons de retrouver la trace de l'appartenance de notre grand-père maternel Louis Marie STERLING né le 25 avril 1897 à un Groupe Résistant sur l'Yonne. Celui-ci fût fusillé sur la place de la commune de Chemilly-sur-Yonne le 24 août 1944, aussitôt enseveli au cimetière sans sépulture, avec - selon ce qu'a dit le maire à notre mère, sa fille alors âgée de 17 ans - un écriteau portant l'inscription « Nous avons tué un terroriste »

Contacteur Françoise BERENGUIER  
463, Bd de Beauregard. 83490- Le MUY  
Tél : 04 94 45 94 34.  
Port : 06 16 34 57 60  
E-mail : [fbduplessis@orange.fr](mailto:fbduplessis@orange.fr)

## PERIGUEUX DANS LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Par Jean-Paul BEDOIN  
et Ralph FINKLER

Ce volume 2 des «*Chemins de la mémoire*» en Dordogne, est en fait le 3<sup>e</sup>, puisqu'au premier volume paru en novembre 2011, qui retraçait en 8 itinéraires ce que fut l'ampleur de la Résistance dans plusieurs des «pays» de Dordogne, succéda en juin 2013 un second spécifiquement dédié au «Maquis de Durestal», qui permit d'évoquer ses combats, ceux qui le dirigèrent, ainsi que ceux qui tombèrent, mais aussi de découvrir ce que fut la vie au maquis, avec ses problèmes de logement, d'approvisionnement, d'armement, de sécurité, de vie quotidienne.

Avec le présent volume, consacré à «**PÉRIGUEUX dans la Seconde Guerre mondiale**», c'est la Résistance en milieu urbain que nous font découvrir les deux auteurs, avec sa spécificité puisque la ville, chef-lieu de département, concentre dans ses murs l'administration pétainiste et l'administration allemande qui viendra s'y adjoindre, avec les forces de répression afférentes.

Jean-Paul Bedoin et Ralph Finkler invitent le lecteur à parcourir les rues de Périgueux si possible le livre à la main pour ce qui est du circuit pédestre, et dans celle du passager pour ce qui est du circuit en voiture pour s'arrêter devant les lieux mémorables de la Résistance dans la ville ; l'ouvrage permettant de découvrir les événements qui s'y déroulèrent, les femmes et les hommes qui en furent les acteurs souvent tragiques.

Le «chemin» pédestre, s'arrête devant des plaques portant souvent plusieurs noms de «Morts pour la France», pénètre dans des bâtiments tels les Ateliers SNCF, l'autre, motorisé, parcourt les rues de la ville dont les noms rendent hommage à des figures marquantes de la Résistance, car à l'instar des deux précédentes publications, les deux auteurs s'attachent non seulement à restituer les lieux et les faits mais aussi le vécu et le combat des Résistantes et Résistants, qu'ils soient ou non tombés dans le combat pour la Liberté.

Symboliquement, les deux parcours partent du monument rénové depuis 1987, et devant lequel – rappellent Ralph Finkler et Jean-Paul Bedoin – chaque année s'inclinent les lauréats du Concours National de la Résistance et de la Déportation.

Quatre jours après la Libération de Périgueux, un Cénotaphe avait été inauguré là dès le 26 août 1944, la municipalité et le Comité local de Libération ayant décidé le 23 août l'érection du premier monument mémoriel dédié à la Résistance et à ses martyrs, place Montaigne, où furent assassinés le 13 juin 1944 cinq civils par une colonne allemande.

Enfin, comment ne pas souligner à nouveau, comme pour les deux précédentes publications, la richesse de l'iconographie mise en œuvre tout au long de ces pages.

*Périgueux dans la Seconde Guerre mondiale* : 25€ + 5€ de port. Commande chez Marie-Claire Germanaud, 19, impasse de Vésone, 24000-Périgueux.

## EDITION DU 70<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE



**JEAN MOULIN - LA REUNION DU 27 MAI - LES MEMBRES DU CNR - SES STRUCTURES - LA GENESE DU PROGRAMME DU CNR - LE TEXTE DU PROGRAMME - SA MISE EN ŒUVRE - LA MEMOIRE ET LES VALEURS (48 PAGES)**

L'EXEMPLAIRE : 6 €. PAR 50 : L'UNITÉ 5 € ; PAR 100 : L'UNITÉ : 4 € ; PAR 200 ET PLUS : L'UNITÉ 4 €. (PORT EN SUS)

A L'ANACR : 79 RUE SAINT-BLAISE, 75020-PARIS

**CHRONOLOGIE DE LA RÉSISTANCE, DE LA FRANCE LIBRE, DE LA GUERRE**

*repères  
pour aborder la Résistance*



Association Nationale des Anciens Combattants et Ami(e)s de la Résistance

L'exemplaire : 3€  
Par 50 : 2,5€ l'exemplaire  
Par 100 : 2€ l'exemplaire  
à l'ANACR, 79 rue St Blaise 75020 PARIS

## LE JOURNAL DE LA RESISTANCE

**FRANCE D'ABORD** Rédaction - Administration  
79, rue St-Blaise, 75020 Paris

Directeur de Publication : Louis CORTOT

**REDACTION - ADMINISTRATION**  
79, rue Saint-Blaise, 75020 PARIS  
Tél. : 01.44.64.80.60 - C.C.P. 4194-42 W PARIS  
e.mail : journaldelaresistance@wanadoo.fr

**ABONNEMENTS**

France.....	13 €
Etranger.....	15 €
Abonnement de soutien .....	25 €
Le numéro .....	3,5 €

**CHANGEMENTS D'ADRESSE**  
Prière de joindre la bande du dernier numéro reçu et deux timbres-poste pour frais

Édité par la S.A.R.L. FRANCE-D'ABORD  
Le gérant : Jean-Paul RIFFAULT  
Commission paritaire des Publications et Agences de Presse - N° 0519A06405

Imprimerie Multi Inco Photo  
3-5, rue de l'Atlas, 75019 Paris  
Tél. : 01.40.03.96.60

« Il faut garder dans sa mémoire  
Ces pages de l'histoire,  
Sans les laisser disparaître,  
Et en les lire par ses yeux »  
Charlotte Serey

**CHEMINS DE LA MÉMOIRE...**

**PÉRIGUEUX  
dans la Seconde Guerre mondiale**

Volume 2

Council Général Dordogne

## BULLETIN D'ABONNEMENT

Je m'abonne au *Journal de la Résistance* (4 n<sup>os</sup> par an, 13 €)

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Remplir très lisiblement en lettres capitales, en précisant n° de rue, et - si nécessaire - d'immeuble, d'escalier et d'appartement, code postal et localité.

Renvoyer avec votre règlement par chèque de 13 €  
à l'ordre de la SARL France d'Abord

A : ANACR-Journal de la Résistance, 79 rue Saint-Blaise, 75020-PARIS